

SOMMAIRE :

- Les responsabilités du PCF, n'oublions jamais!.....p.2
- Les recruteurs de la barbarie capitaliste.....p.3
- Résolution sur la situation internationale.....p.4
- Les trotskystes au secours du capitalisme.....p.6
- Retour de courrier.....p.6
- Action directe, un alibi pour l'Etat.....p.7

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n° 123, août 84, 4 Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

EDITORIAL

■ Aujourd'hui la bourgeoisie ne peut plus aisément faire accepter des sacrifices à un prolétariat qui consent de moins en moins de se sacrifier pour "sauver l'économie nationale". Aujourd'hui, les craquements sinistres de l'édifice capitaliste, sa faillite accélérée, impose à la bourgeoisie d'attaquer toujours plus la classe ouvrière qui loin de croire à la poudre aux yeux de la "reprise" économique, perd de plus en plus ses illusions sur une "issue" à cette crise.

Les "restructurations", les "plans" de "reconversion" et de "formation" passent pour ce qu'ils sont vraiment : le chômage généralisé. Cette attaque est loin d'être improvisée. Cela fait plusieurs années que la bourgeoisie la prépare au niveau international, par la tactique de la gauche dans l'opposition qui permet à cette fraction de la bourgeoisie de ne pas avoir de responsabilité gouvernementale et surtout d'encadrer des luttes ouvrières, par la planification de cette attaque au niveau économique à l'aide d'organismes tels que l'OCDE ou le FMI.

C'est contre un assaut concerté et planifié au niveau international que se défend la classe ouvrière depuis la fin de l'année 83.

C'est à un prolétariat dont la combativité est intacte, qui a mûri et réfléchi ses différentes défaites et surtout celle en Pologne qui perd de plus en plus ses illusions et sa confiance dans les partis de gauche et les syndicats, qui se bat pour ses conditions de vie et reprend son combat de classe, que la bourgeoisie se confronte.

C'est toute la signification du ressurgissement des luttes massives dans le monde entier, et principalement en Europe occidentale. C'est le centre historique, politique du capitalisme et un de ses piliers économiques que les grèves secouent, et par là même, elles ont une importance décisive.

En Belgique en septembre, grève générale dans les services publics. En Espagne, "les ouvriers désabusés se sont mis à se défendre contre les plans du gouvernement. Il n'y a pas un jour sans qu'une nouvelle grève ne se déclenche..." ("Der Spiegel" du 20/2/84).

Ce sont les grèves à Seat, Général Motors, dans le textile, à Iberia, dans les chemins de fer, le service public, la sidérurgie et les chantiers navals. En Italie, 700 000 ouvriers manifestent à Rome contre le retrait de l'échelle mobile (indexation des salaires sur le coût de la vie).

Au Danemark, en mai, les conducteurs de car et les infirmiers paralysent Copenhague pendant deux semaines. En Finlande, en 1983, il y eut 230 000 jours de grèves sauvages. En Norvège, en mai, 15 000 employés du secteur public se sont mis en grève pendant une semaine. En Suède, grève dans les mines de Kiruna en décembre relayée par celle des mines de Boliden (secteur privé) puis à nouveau grève dans les mines de Kiruna. Mai-juin, grande vague de grève sauvage la plus importante depuis celle de 69-71. En France, après les Postes et Talbot, ce sont des secteurs entiers (sidérurgie, chantiers navals, mines, automobile, métallurgie lourde) et des régions entières (Lorraine, Parisienne et Lyonnaise) qui sont touchées par les réactions ouvrières. En Grande-Bretagne, les 12 et 13 mars, 135 000 mineurs se mettent en grève. Aujourd'hui, cette grève qui dure depuis 4 mois trouve un soutien de la part des dockers, des marins et des cheminots, malgré les divisions syndicales.

suite page 2

LE PCF QUITTE LE GOUVERNEMENT POUR MIEUX SABOTER LES LUTTES OUVRIERES

■ Après avoir marché sur les mains durant trois années dans un incroyable numéro d'équilibriste, la tête en bas, les pieds en l'air, la gauche comme gouvernement, la droite comme opposition, l'Etat français tente aujourd'hui de retrouver un minimum d'équilibre.

Ce rééquilibrage des forces politiques marqué et sanctionné en particulier par le renvoi du PCF dans l'opposition n'est pas seulement un enfant du passé et du présent, il est la préparation d'un proche avenir décisif. Ce n'est pas seulement pour aller prendre un bain de jouvence dans l'opposition et tenter de faire oublier ce qu'il a promu et soutenu pendant trois ans au gouvernement que le PCF retire ses ministres du gouvernement. Non, ce que l'Etat vise en poussant le PCF à quitter le gouvernement, c'est à reconstituer un barrage sérieux aux affrontements sociaux inévitables.

Dans les bouleversements politiques actuels, ce qui est important, ce n'est pas tant que le PCF quitte le gouvernement, retire ses ministres, mais qu'il retrouve sa place naturelle dans l'opposition, même si c'est en bafouillant. Ce n'est pas un hasard si c'est la fraction syndicale, la CGT, représentée par H. Krasucky au Bureau Politique du PCF, celle qui est le plus directement confrontée à la nécessité de maintenir l'ordre social, qui a le plus poussé à la sortie des ministres communistes du gouvernement.

En fait, ce rééquilibrage est une sérieuse mise en garde, et c'est en tant que tel, que nous devons le comprendre. Nous devons y lire l'annonce d'une série de mesures anti-ouvrières d'envergure.

Il est entendu que le PCF ne puisse repasser dans l'opposition, directement, nettement, d'un seul coup, après avoir soutenu et participé pendant trois années au gouvernement de "gauche" sans se déconsidérer totalement. C'est ce qui explique cette stupidité de "soutien au gouvernement sans participation", attitude purement transitoire n'en doutons pas. A court terme, la perspective, l'orientation à laquelle se soumet bon gré, mal gré, le PCF est nette : elle répond à cette nécessité impérieuse dans une situation économique catastrophique de reconstituer une opposition capable de contrôler les luttes sociales d'envergure qui menacent.

On a pu voir le PCF se soumettre à cette nécessité après toute une série

d'atermoiements, d'hésitations et d'une grande agitation en son sein. Mais le PCF ne choisit pas, sa nature de classe, le rôle qui lui est dévolu par l'Etat sur l'échiquier politique et social lui dictent une conduite. Ses intérêts de parti ministériel avec tout ce que cela peut contenir comme avantages financiers et de positions, entrent en contradiction avec son rôle fondamental sur l'échiquier politique et l'amène à hésiter, à "s'accrocher", les autres fractions de la bourgeoisie, ses consocuteurs de la droite et du parti socialiste sont là pour lui imposer d'accomplir ses tâches, et en son sein d'autres fractions moins impliquées dans les ministères pour en assumer la direction.

La séparation actuelle, ce "divorce à l'italienne" couvait depuis longtemps déjà. La claque des élections européennes où se sont manifestés, à la fois un désengagement par rapport à la gauche et au jeu électoral par une abstention massive, les mesures actuelles et surtout la perspective de l'avenir qui vient avec son cortège de licenciements massifs en particulier, ont définitivement imposé la rupture actuelle du gouvernement.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, c'est la seconde fois que le PCF quitte le gouvernement; la première fois, c'était le 4 mai 1947, juste après le 25 avril, jour où les ouvriers de Renault ont voté la grève illimitée. Après leur participation à cinq gouvernements consécutifs depuis le "Comité français de libération nationale" constitué par De Gaulle, la lutte de classe venait les rappeler à leur tâche d'encadrement de la classe ouvrière.

C'est dans une situation historique aujourd'hui totalement différente que le PCF quitte le gouvernement et avec des forces autrement plus limitées qu'en 1947 (encore quelques années d'hémorragie militante et les doigts des membres du Comité Central suffiront pour compter les membres du Parti !), mais la logique qui l'amène à retrouver sa place "naturelle" dans l'opposition en est la même. Contrairement à ce que peuvent affirmer les dirigeants du PCF, leur départ du gouvernement n'est pas un choix, une tactique réfléchie et librement définie. Ce départ se pose en terme d'être ou ne pas être.

Les luttes ouvrières dans la sidérurgie, l'automobile et dans de nombreux autres secteurs, ainsi que dans l'ensemble des pays européens ont constitué un sévère rappel à l'ordre.

Après les contestations et les critiques ouvertes des ouvriers de Talbot contre la CGT qui s'opposait à la grève, après que des ouvriers dans le Nord eurent brûlé le siège du PS, et alors que des licenciements massifs dans la mécanique lourde (Creusot-Loire), dans l'automobile, menacent de jeter dans la lutte, à la fois la région parisienne et le centre de la France, la bourgeoisie ne pouvait se permettre d'abord les mois qui viennent dans la situation politique qui a prévalu durant trois ans. Au contraire, comparée à toute les situations politiques qui dominent en particulier en Europe, l'anachronisme de la situation politique en France ne pouvait plus tenir la route; la bourgeoisie devait remettre l'Etat sur ses pieds. C'est à cela qu'elle a mûrement réfléchi et qu'elle s'est employée à mettre en place durant ces dernières semaines. Ainsi, même si le gouvernement reste encore centré autour du Parti socialiste, l'Etat français aligne ses structures politiques sur celles qui, dans les principaux pays européens sont mis en place depuis plusieurs mois. D'ailleurs, si jusqu'à aujourd'hui, l'Etat français donnait l'image d'un Etat "constipé", bloqué, le départ du PCF provoque un soulagement général; tout le monde est content. Les ministres du PCF, eux-mêmes, quittent bon enfant leur ministère. Seul, le parti socialiste avec une hypocrisie difficilement camouflée, exprime son étonnement et émet quelques regrets !

C'est encore en négatif, au travers des préparatifs actuels du gouvernement et le renvoi du PCF dans l'opposition que l'on peut comprendre l'importance et l'enjeu de la situation actuelle. Au delà de l'esprit manoeuvrier, il faut voir avec quels soins la bourgeoisie prépare les mois qui viennent. C'est à la veille du mois d'août, période la plus calme de l'année, que les grandes mesures de licenciement sont annoncées, que se prépare le budget, que les augmentations des services sociaux sont avancées, etc... Pour la rentrée, non seulement, nous aurons le déplaisir de nous retrouver avec le PCF dans les pattes, mais de plus, avec le référendum, et le référendum sur le référendum, le gouvernement a trouvé là le moyen, dans une situation qui promet d'être plus que difficile d'occuper politiquement le terrain en appelant deux fois les "citoyens" aux urnes.

Prénat

GRANDE-BRETAGNE : LES SYNDICATS SABOTENT L'EXTENSION DES LUTTES

Lire en page 2

LES SYNDICATS SABOTENT L'EXTENSION DES LUTTES

C'est la bourgeoisie la plus expérimentée qui s'attaque à la plus vieille partie du prolétariat (voir notre article sur la Grande-Bretagne).

En mai, face à une montée des grèves sauvages en Allemagne, les syndicats, sous la poussée ouvrière déclenche la grève des 35h qui touche les secteurs de l'imprimerie et de la métallurgie, et par contre-coup, celui de l'automobile. C'est dans un pays charnière des deux blocs que la lutte ouvrière se développe, c'est une partie décisive de la classe ouvrière mondiale qui entre en lutte. Aujourd'hui, si la simultanéité des luttes n'est que leur juxtaposition et non la généralisation internationale de la lutte de classe, cette simultanéité pose dès aujourd'hui en potentialité cette question. Ce sont des mouvements de très grande ampleur qui touchent l'ensemble de l'Europe occidentale. Ce sont tous les secteurs qui sont atteints par la combativité ouvrière. Le black-out de la bourgeoisie sur l'information ne suffit plus à cacher aux ouvriers l'existence de ces luttes. Ainsi, pour rompre l'isolement que leur impose une bourgeoisie unie à travers son Etat, la question de l'extension et de l'auto-organisation se pose.

De plus, toutes ces réactions manifestent une tendance générale à déborder spontanément les syndicats, à perdre progressivement toute illusion sur leur rôle de "défenseur" de la classe ouvrière.

C'est pourquoi, la bourgeoisie n'a peur que d'une seule chose : l'extension et la prise en charge organisée par les ouvriers et en dehors des syndicats des luttes, elle a peur que la classe ouvrière prenne pleinement conscience de sa force. Elle ne peut plus empêcher les grèves, elle n'en est plus capable. Elle cherche alors à les émietter, les étouffer, les isoler secteur par secteur, usine par usine. Cette tâche revient en premier lieu à ces bons serviteurs du capital que sont les syndicats. Enfermer les ouvriers dans des impasses, dans la défense de l'économie nationale ou de l'usine ("Creusot-loire vivra"), c'est la tâche des syndicats. Et si cela ne suffit pas à briser la dynamique de l'extension, alors nous voyons ces mêmes syndicats appeler à de fausses extensions, de fausses généralisations

de fausses solidarités.

C'est ainsi qu'en Angleterre, les syndicats envoyèrent les piquets de grève à Nottingham vers les puits les moins combattifs, qui n'étaient pas en grève et où les attendaient les flics de Thatcher alors que d'autres secteurs étaient en grève. Ainsi, ils dévoilaient le besoin réel d'extension de la grève. Ainsi, ils livraient à la police les mineurs et tentaient de briser leur combativité à coup de matraques.

L'accumulation de toutes ces manoeuvres déconsidèrent encore plus les syndicats. C'est là qu'intervient le syndicalisme critique à la base, radical qui a pour fonction de ramener les ouvriers dégoûtés dans le giron syndical.

C'est l'Italie qui nous montre le meilleur exemple du sale travail effectué par le syndicalisme de base (voir article page 8).

Tous ces obstacles opposés par la bourgeoisie au prolétariat, pour avoir un maximum d'efficacité, nécessitent un semblant d'opposition au gouvernement en place, une gauche dans l'opposition. C'est la tendance à la gauche dans l'opposition, tendance largement confirmée tout au long des années 80, qui s'illustre pleinement par le départ du PCF du gouvernement Mitterrand en France. Aujourd'hui, c'est un soutien encore critique, demain ce sera un langage radical pour abuser et dévoyer la lutte de classe (voir article page 1).

Confier sa lutte aux syndicats et à la gauche, à l'ennemi, équivaut à un suicide. Contrôler, organiser, étendre les luttes, ce n'est que de cette façon que les ouvriers arriveront à imposer un rapport de forces en leur faveur face à la bourgeoisie.

Aujourd'hui le prolétariat commence à comprendre qu'il ne doit pas laisser l'extension aux mains des syndicats, que l'organisation de l'extension ne se fera qu'au prix du combat contre le syndicalisme.

Toutes les luttes aujourd'hui montrent que, sans auto-organisation, sans assemblées générales, il n'y a pas de véritable extension. Mais sans cette extension, les assemblées générales perdent vite leur contenu prolétarien, leur fonction.

D.

LES RESPONSABILITES DU P.C.F. N'OUBLIONS JAMAIS !

Le PCF se retire aujourd'hui du gouvernement parce qu'il ne serait pas d'accord avec les orientations de la politique économique actuelle, celles-ci se traduisant "par l'aggravation du chômage, la stagnation de l'activité économique, le recul du pouvoir d'achat des salariés et des revenus des agriculteurs ainsi que d'autres conséquences nocives..." (Déclaration du Comité Central, le 19 juillet).

Mais qu'a-t-il fait hier et pour quelle politique a-t-il œuvré jusqu'à aujourd'hui ? Souvenons-nous que Marchais déclarait au lendemain du 10 mai 1981 : "Nous sommes prêts à assumer au gouvernement toutes nos responsabilités." Et en effet le PCF a tenu parole et assumé toutes ses responsabilités. Qu'on en juge : participation au gouvernement pendant plus de 3 ans avec 4 ministres "responsables, réalistes et compétents" et soutien "efficace et constructif" à sa politique sur tous les plans :

- au niveau militaire, alors que la France n'a jamais mis autant de zèle à participer à la politique impérialiste du bloc occidental que depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, ce ne sont pas ses sympathies pour le bloc de l'Est qui ont empêché le PCF d'approuver les engagements militaires au Tchad ou au Liban ;
- sur les plans économique et social, les soi-disant désaccords d'aujourd'hui ne doivent pas faire oublier que le PCF a été l'un des maîtres d'œuvre de la politique anti-ouvrière menée depuis 3 ans et cela par l'intermédiaire de ses ministres et par ses votes unanimes au parlement.

Souvenons-nous qu'il a voté 3 fois la confiance au gouvernement Mauroy, qu'il a approuvé et participé à l'application des deux plans Delors avec toutes leurs conséquences pour la clas-

se ouvrière : licenciements en masse dans la sidérurgie, l'automobile, la métallurgie lourde, les mines, les chantiers navals..., blocage des salaires et baisse du niveau de vie par l'augmentation des impôts, des cotisations sociales etc...

Souvenons-nous que c'est sous la houlette d'Anicet le Pors que les travailleurs de la fonction publique se sont vus imposer une baisse des salaires.

Souvenons-nous que c'est le secrétaire d'Etat à l'emploi Ralite qui assumait ses responsabilités dans les plans de licenciements pendant que son complice Rigout occupait les ouvriers jetés dans la rue par une formation professionnelle sans avenir.

Souvenons-nous, il y a quelques semaines encore, que c'est le ministre Fiterman qui organisait la chasse aux sorcières contre les grévistes de la SNCF à Saint-Lazare et Becons-les-Bruyères.

N'oublions pas que c'est grâce au "gouvernement d'union" PC-PS que les chiffres "officiels" du chômage, qui s'élevaient déjà à 1,8 million en 1981, dérapent aujourd'hui vers les 2,5 millions et plus.

Marchais peut redire que : "le bilan est globalement positif" pour la participation de son parti aux affaires de l'Etat et la bourgeoisie peut en être fière. Le PCF a, en effet, à nouveau, prouvé ses grandes capacités à défendre le capital national, à défendre les intérêts de sa classe contre ceux de la classe ouvrière.

C'est une expérience que les ouvriers ne doivent pas oublier : le PCF n'est pas leur défenseur et surtout pas aujourd'hui qu'il n'est plus au gouvernement. Au contraire, il est leur ennemi le plus redoutable.

J.E.

■ En quelques mois, la situation a bien changé en Grande-Bretagne. Alors qu'en 81, les grèves atteignaient dans ce pays à tradition de luttes ouvrières un minimum record depuis les années 20, aujourd'hui, les grèves se multiplient et prennent les devants de l'actualité. Alors qu'en 82, Thatcher se permettait d'envoyer la marine guerroyer aux Malouines dans un conflit spectaculaire, agitait le drapeau de la "nation britannique forte et coopérante", sans qu'une voix assez puissante ne vienne briser l'apparente unité nationale, aujourd'hui, la nation britannique dévoile d'autres divisions, des divisions qui ne sont pas nationales mais internationales, celle de la bourgeoisie contre le prolétariat. Alors que deux années durant, la bourgeoisie mondiale et en Grande-Bretagne pouvaient faire passer des mesures d'austérité draconiennes, baisses des salaires, des allocations, licenciements sans que le prolétariat ne bronche, aujourd'hui, celui-ci a repris le chemin des combats et riposte dans tous les pays centraux d'Europe aux attaques contre ses conditions de vie.

En Grande-Bretagne, depuis la mi-83, se sont déroulés de multiples conflits. Les grèves se succèdent et se multiplient. Depuis plus de 4 mois, 130 000 mineurs sont en grève face aux menaces de licenciement, en butte aux attaques conjuguées des forces de l'Etat : syndicats, police, médias, sans que celles-ci ne parviennent à briser leur combativité. Pendant ce temps, des grèves dans l'automobile, chez les cheminots, chez les postiers, n'ont cessé de surgir, de disparaître pour ressurgir à nouveau ailleurs. Et ce qui fait peur à la bourgeoisie, ce ne sont pas tant les grèves elles-mêmes que la possibilité de leur extension. Or, lorsque la semaine dernière, tous les dockers de Grande-Bretagne se sont mis en grève bloquant le commerce du pays, suivis par les marins et d'autres employés de ces secteurs, la bourgeoisie a vu cette menace grandir. Face à l'extension du mouvement aux dockers du port de Douvres, "le poumon de l'Angleterre", Thatcher a brandi l'état d'urgence et la menace d'envoyer l'armée pour intimider les ouvriers tandis que les syndicats s'efforçaient de donner des garanties comme quoi "cette grève n'avait rien à voir avec celle des mineurs", poursuivant leur travail systématique d'isolement des luttes entre elles. Mais lorsque malgré la satisfaction des revendications propres aux dockers (l'emploi de main d'œuvre "syndiquée"), la grève a continué, sans trop savoir pourquoi, hésitante pendant quelques jours, les syndicats étaient obligés de dire "qu'évidemment, ce conflit était en rapport avec celui des mineurs".

Aujourd'hui, les dockers ont repris le travail, la bourgeoisie ayant bien vite cédé, de peur que la situation ne s'enflamme.

La reprise internationale

Ainsi, en Grande-Bretagne se trouvent illustrées les caractéristiques de la reprise internationale de la lutte de classe qui se développe aujourd'hui, après deux années de déboussollement de la classe ouvrière à la suite de la défaite partielle du prolétariat en Pologne. Cette situation confirme que les intenses campagnes de mystification et d'intimidation comme celle des Malouines, n'ont pas réussi à dévoyer le prolétariat. En Grande-Bretagne, le prolétariat se confronte à une bourgeoisie des plus fortes du monde, qui dispose de l'appareil politique le mieux organisé, des syndicats les plus expérimentés, d'une coopération des différentes parties de la classe dominante des plus redoutables, d'une capacité à mener des campagnes en s'appuyant sur des traditions et des mythes encore bien enracinés dans la classe ouvrière, issus de l'histoire de la nation britannique.

Malgré cela, la classe ouvrière parvient à exprimer sa combativité, et persévère, montrant sa détermination. Les luttes ne semblent s'étioler ou s'éteindre, que pour puiser de nouvel-

les forces et éclater ailleurs. C'est un mécontentement de plus en plus massif qui sourd et mûrit dans la classe ouvrière, et se manifeste dans la tendance à l'extension des mouvements, dans leur durée, dans leur persistance, rassemblant ainsi les conditions de mouvements de plus grande ampleur qui font trembler la bourgeoisie.

Contrairement à la Pologne, le chemin du prolétariat est tendu de bien plus d'embûches; à chacun de ses pas, les syndicats sont là pour dévier le mouvement d'extension, la recherche de la solidarité dans la classe ouvrière. Dans ce sens, le processus de la lutte est plus lent, plus difficile. Mais, contrairement à la Pologne aussi, le prolétariat d'Europe occidentale ne se laissera pas piéger par les sirènes de la "démocratie" et du "syndicat libre" Solidarnosc, et encore moins de l'Eglise. Dans ce sens, les potentialités contenues aujourd'hui dans tous les mouvements de classe en Europe occidentale, en Belgique, en Allemagne, en Hollande, en Italie, et ici, en Grande-Bretagne, sont bien plus grandes car ils sont forcés pour se développer, de s'attaquer à la racine du mal, de mettre en question les bases mêmes de la domination du capital sur le prolétariat et ses armes : la "démocratie" et les syndicats.

Aujourd'hui, les ouvriers en Grande-Bretagne nous montrent le chemin en ne se laissant pas abattre par les pièges de la bourgeoisie, mais en réunissant peu à peu ses forces grandissantes.

Les armes de la bourgeoisie

Nous avons montré dans deux précédents articles de notre journal (RI 121 et RI 122) comment la bourgeoisie anglaise, flanquée de ses syndicats a tenté en permanence le sabotage des luttes, à travers la mise en avant de fausses questions, de fausses divisions, et de fausses actions de solidarité. Diviser et isoler, c'est à cela qu'on pourrait résumer la devise de la bourgeoisie face à la lutte de classe, qui elle, a besoin pour se développer de l'unité et de l'extension.

La grève des mineurs, en particulier, a dû faire face à toute une série de campagnes orchestrées par la bourgeoisie avec l'aide de tous les médias, ces serviteurs zélés de l'Etat. Et une des premières caractéristiques des attaques de la bourgeoisie contre la classe, car elle n'est pas intéressée à étaler les antagonismes de classe, c'est le black-out des médias et les versions idéologiques, savamment déformées des faits et des enjeux.

Lorsque la grève des mineurs a démarré, on a assisté, comme à Talbot, en France, à une campagne sur la division de la classe entre grévistes et non grévistes afin d'empêcher que les piquets volants aillent mettre en grève les autres ouvriers.

Tous les médias ont crié : "La démocratie en danger", et les syndicats, comme celui de la sidérurgie, ont voulu protéger leurs diverses corporations du "viol des mineurs", appelant les ouvriers à se défendre de leurs frères de classe au nom de la "démocratie".

Mais la grève a continué, et s'est étendue à 130 000 mineurs.

Les syndicats ont tout fait pour dévoyer les efforts d'étendre la grève à d'autres usines, et ils ont mené les mineurs à des confrontations isolées avec la police.

Dans ces affrontements, le syndicat des mineurs a redoré son blason de radicalité, en se trouvant en butte à la répression, mais surtout, les ouvriers ont riposté, élevé des barricades, affronté la "démocratique" police anglaise; 2000 ouvriers ont été arrêtés, portant un coup contradictoire à la campagne menée par la gauche, les syndicats et le gouvernement sur la démocratie qui devraient respecter les ouvriers. Et le rôle anti-ouvrier des médias eux-mêmes se dévoile; à la manifestation du 7 juin à Londres, les ouvriers ont hué les sièges de la presse.

La bourgeoisie a cependant réussi à maintenir isolée la grève des mineurs.

suite page 5

SOCIAUX-DEMOCRATES ET STALINIENS : RECRUTEURS DE LA BARBARIE CAPITALISTE

AOUT 1914 : L'EFFONDREMENT DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE.

■ Le 28 juillet 1914, un mois après l'assassinat à Sarajevo de l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie, ce pays déclare la guerre à la Serbie. Le 30 juillet, le tsar Nicolas II de Russie (alliée de la Serbie) ordonne la mobilisation générale; le 1er août, le Kaiser Guillaume II d'Allemagne déclare la guerre à la Russie. Le même jour le gouvernement français décrète la mobilisation générale. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France et à la Belgique; le 4 août, la Grande Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne. En une semaine, ce que redoutait et combattait le mouvement ouvrier depuis le début du siècle - le déchaînement des antagonismes impérialistes - est devenu une terrifiante réalité. Pendant plus de 4 ans, des millions de prolétaires des principaux pays d'Europe, les détachements les plus avancés de la classe ouvrière mondiale, vont s'entre-tuer.

Août 1914 voit donc le prolétariat mondial subir une terrible défaite. Incapable de s'opposer à l'engrenage de la guerre, il est transformé en chair à canons au service des visées des puissances impérialistes qui se disputent, telles de hyènes, les meilleurs morceaux dans le partage du monde. Et cette défaite, il la doit en grande partie à la trahison, au passage dans le camp bourgeois, des organisations qu'il s'était données auparavant dans sa lutte contre le capitalisme : les partis socialistes et les syndicats. Ces organisations qui, pendant des années, avaient affirmé, congrès après congrès, la nécessité de lutter contre l'impérialisme et contre la guerre, qui portaient les espoirs de millions de prolétaires face aux menaces qui se précisaient de plus en plus d'une conflagration généralisée, se sont ralliés dans leur grande majorité à l'"Union Sacrée" à laquelle ont fait appel les gouvernements des pays belligérants.

À Berlin, le parti phare de l'Internationale Socialiste, la Social-Démocratie Allemande, donne l'exemple une nouvelle fois : le 4 Août, les députés sociaux-démocrates au Reichstag votent les crédits de guerre en justifiant ainsi leur attitude :

"Nous n'avons pas aujourd'hui à trancher pour ou contre la guerre, mais sur la question des moyens requis en vue de la défense du pays. La liberté future de notre peuple dépend pour beaucoup, sinon entièrement, d'une victoire du despotisme russe, qui s'est couvert du sang des meilleurs hommes de son propre peuple. Il s'agit d'écartier cette menace, de garantir la civilisation et l'indépendance de notre pays. Nous appliquons un principe sur lequel nous avons toujours insisté : à l'heure du danger, nous n'abandonons pas notre propre patrie".

Comme le relève R. Luxemburg : "C'était une simple réplique de la version présentée le 4 août dans les discours du trône et dans celui du chancelier". (La crise de la Social-Démocratie).

Cette attitude de la Social-Démocratie Allemande paraît tellement invraisemblable que lorsque Lénine prend connaissance du numéro du "Vorwärts", le journal de ce parti, qui en rend compte, il pense que c'est un faux fabriqué par le gouvernement. Pourtant, cette attitude n'était pas une improvisation. En réalité, le gouvernement allemand savait, en déclenchant la guerre, que la Social-Démocratie ne lui mettrait pas de bâtons dans les roues. Dès le 29 juillet, Südekum, dirigeant social-démocrate, avait adressé une lettre au chancelier précisant que : "En raison du désir même de servir la paix, aucune action de quelque nature que ce soit (grève générale ou partielle, sabotage etc...) n'était projetée ni même à craindre". (cité dans "Le Congrès Manqué, Ed. Maspero).

La veille de la déclaration de la guerre de l'Allemagne à la Russie on pouvait déjà lire dans le journal social-démocrate de Francfort :

"La Social-Démocratie allemande a depuis longtemps accusé le tsarisme d'être le rampart sanglant de la réaction européenne, depuis l'époque où Marx et Engels poursuivaient tous les faits et gestes de ce régime barbare

Août 1914, Août 1944, il y a 70 ans et il y a 40 ans, le prolétariat subissait deux terribles défaites. Cependant, si celle de 1914 fut ressentie durement dans la conscience des ouvriers, elle était bien en deça de celle de 1944 qui leur fut pourtant présentée partout sous les couleurs de la "victoire". Août 1914, c'est le début de la 1ère boucherie impérialiste : cela signifie que, dans les principales puissances européennes, la classe ouvrière, trahie par les organisations qu'elle s'était donnée, les partis socialistes et les syndicats, n'a pu s'opposer au déchaînement de la barbarie capitaliste. Mais après 3 années de massacres et de misère indicibles, elle relève la tête, d'abord en Russie, ensuite en Allemagne, au point qu'elle est capable de mettre un terme à cette boucherie qu'elle n'avait pu prévenir en 1914. Août 44, c'est la marche victorieuse des armées alliées, leur entrée dans Paris, l'arrivée de l'Armée "Rouge" devant Varsovie. C'est l'effondrement du 3ème Reich qui mettra fin à la 2ème guerre mondiale. Mais cette fois, la fin de la guerre ne devra rien à l'action de la classe, laquelle aura été complètement dévoyée de son terrain de classe, embrigadée derrière l'anti-fascisme comme à Paris, massacrée comme à Varsovie. Et alors que la fin de la 1ère boucherie impérialiste s'était accompagnée d'une formidable vague révolutionnaire qui avait fait trembler la bourgeoisie mondiale pendant des années, la fin de la seconde correspondait en fait au pire moment de la contre-révolution, à une victoire totale de la classe dominante. A la moitié du 20ème siècle, il était "minuit dans le siècle", comme l'avait écrit Victor Serge. Et contre lui, le prolétariat n'avait pas seulement les partis socialistes qui l'avaient trahi en 1914, il y avait aussi, et en première ligne, les partis communistes qui, à la fin de la 1ère guerre, avait repris l'étendard de la révolution socialiste foulé aux pieds par les partis traîtres

de leurs analyses pénétrantes... Puis-je maintenant venir l'occasion d'en finir avec cette société effroyable sous les drapeaux de guerre allemands"

Comme l'écrivait R. Luxemburg : "Le groupe social-démocrate avait prêté à la guerre le caractère d'une défense de la nation et de la civilisation allemande; la presse social-démocrate, elle, la proclama libératrice des peuples étrangers. Hindenburg (chef de l'armée) devenait l'exécuteur testamentaire de Marx et Engels". (La crise de la Social-Démocratie)

Ce ralliement de la Social-Démocratie allemande à la défense des intérêts de sa bourgeoisie est presque complet et si, dès le 4 août, R. Luxemburg réunit chez elle une poignée d'internationalistes pour organiser la poursuite du combat, le "centre orthodoxe marxiste" de K. Kautsky (le "grand théoricien" de la Social-Démocratie et de la 2ème Internationale, celui à qui Engels a confié le soin de poursuivre la publication des écrits de Marx) justifie cette politique.

Dans la "Neue Zeit" du 2 octobre 14 il écrit :

"Tous ont le droit et le devoir de défendre leur patrie : le véritable internationalisme consiste à reconnaître ce droit aux socialistes de toutes les nationalités, y compris celles qui sont en guerre avec ma nation."

Désormais, la Social-Démocratie va s'employer à soutenir par tous les moyens l'effort de guerre. Par exemple, sa presse :

"conseillait aux femmes prolétariennes de ne pas informer leurs maris envoyés au front de la misère où elles se trouvaient ainsi que leurs enfants, et de ne pas les mettre au courant de l'insuffisance des approvisionnements fournis par l'Etat, mais leur suggérait plutôt de 'produire un effet apaisant et exaltant' sur les combattants en leur dépeignant les charmes du bonheur familial et 'en leur décrivant avec bienveillance l'aide dont elles avaient bénéficiée jusqu'ici'". (R. Luxemburg, Ibid.)

Quant aux syndicats, ils se vantent de leur grande efficacité pour embrigader les ouvriers dans la boucherie impérialiste :

"... les centrales syndicales allemandes, à qui on a si souvent mené la vie dure en Allemagne prussienne, annoncent toutes unanimement que leurs meilleurs hommes se trouvent sous les drapeaux. Même des journaux d'entreprise... annoncent ce fait et ajoutent qu'ils sont persuadés que ces "gens" accompliront leur devoir comme les autres et que là où ils se trouveront, les coups tomberont peut-être le plus dur."

Le soldat russe et le soldat français peuvent bien accomplir des prodiges de bravoure, mais pour ce qui est de la réflexion froide et calme, le syndiqué allemand les surpassera. Ainsi donc, si on a pu dire en 1866 que la marche en avant des troupes prussiennes était une victoire du maître d'école, il faudra parler cette fois-ci d'une victoire du fonctionnaire syndical." (Frankfurter Volksstimme du 18/8/14).

À Paris, le Parti Socialiste et la CGT ne sont pas en reste. Alors que pendant des années la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) s'est distinguée dans les congrès internationaux par son radicalisme, cherchant à faire accepter par les autres partis le principe d'une grève générale en cas de déclenchement de la guerre, elle se distingue en août 1914 par la clarté avec laquelle elle se range dans l'Union Sacrée : non seulement elle vote à l'unanimité du groupe parlementaire les crédits de guerre le 4 août, mais elle entre au gouvernement le 26 août avec Jules Guesdès (représentant de l'"aile gauche" et "marxiste" de la SFIO) comme ministre d'Etat, Marcel Sembat comme ministre des travaux publics (Marcel Cachin, futur fondateur du PCF, est son chef de Cabinet). Le 28 août, l'"Humanité" publie un manifeste de la direction du PS où on peut lire :

"Nous luttons pour que le monde, affranchi de l'oppression étouffante de l'impérialisme et des atrocités de la guerre, jouisse enfin de la paix dans le respect des droits de tous. Cette conviction, les ministres socialistes la communiquent au gouvernement tout entier."

Par la suite, Albert Thomas, député socialiste de la Seine, est nommé sous secrétaire d'Etat à l'Artillerie. Ce même Albert Thomas sera ministre de l'Armement et des Fabrications de Guerre de décembre 1916 à septembre 1917... tot en restant membre du Parti Socialiste, comme il se doit.

Mais l'ignominie du Parti Socialiste ne s'arrête pas là. La bourgeoisie lui donne comme charge d'embrigader non seulement le prolétariat français dans la boucherie, mais également celui des autres pays, quand ce n'est pas de raviver les ardeurs bellicistes d'un allié un peu timoré.

Ainsi, M. Cachin est envoyé en Italie pour obtenir des socialistes italiens qu'ils appuient l'entrée en guerre de leur pays (qui est resté neutre) aux côtés de l'Entente. C'est à lui, et à l'argent qu'il transmet de la part du gouvernement français qu'on doit la volte-face de Mussolini, directeur de l'"Avanti!", qui après avoir publié dans ce journal le 18/10/14 un article en faveur de la guerre, prend, le 15 novembre, la direction d'un nouveau journal belliciste : "Il Popolo d'Italia". Le même M. Cachin, en compagnie d'autres députés socialistes français et anglais est envoyé en Russie en avril 17 (il arrive à Pétrograd 2 jours après Lénine) pour convaincre les soviets de poursuivre la guerre contre l'Allemagne. Il est rejoint par A. Thomas qui exige et obtient de Kérensky qu'il lance une offensive, ce qu'il fait en juillet.

Alors qu'en Allemagne, un certain nombre de militants de premier plan du PSD comme R. Luxemburg, Clara Zetkin, Mehring et Liebnicht s'étaient maintenus sur des positions internationalistes, on ne voit rien de tel dans la SFIO. Tous les dirigeants trahissent, jusqu'à Vaillant, l'ancien communiste auteur avec l'écosais Keir-Hardy d'une motion fameuse au congrès de l'Internationale préconisant la grève générale en cas de guerre, jusqu'à Gustave Hervé qui, pendant des années, s'était distingué avec son journal "La

Guerre Sociale", par son anti-militarisme et son anti-patriotisme brailleurs et qui dirige désormais une feuille "jusqu'aboutiste" : "La Victoire". Quant à Jaurès, lui qui écrivait dans un manifeste publié par l'"Humanité" du 28 juillet :

"Les socialistes, les travailleurs de France font appel au pays tout entier pour qu'il contribue de toutes ses forces au maintien de la paix. Ils savent que le gouvernement français dans la crise présente a le souci très net et très sincère d'écartier ou d'atténuer les risques de conflit. Ce qu'ils demandent, c'est de s'employer à faire prévaloir une procédure de conciliation et de médiation...", il s'acheminait également vers l'Union Sacrée avec ce "gouvernement sincère" avant qu'il ne soit assassiné, le 31 juillet par un chauvin fanatique qui sera acquitté par la suite.

Cette trahison du 4 août du Parti Socialiste, comme celle du SPD allemand n'était pas improvisée. En fait, depuis plusieurs jours le gouvernement était en contact avec ses dirigeants. Le 2 août, Malvy, ministre de l'intérieur avait convoqué Sembat et d'autres députés socialistes pour leur demander de télégraphier au chef du Labour Party de Grande Bretagne pour qu'il fasse pression en faveur d'une entrée en guerre de ce pays, ce qu'ils avaient fait sans problème. Le même jour, le Conseil des Ministres "se félicite de l'excellente attitude de tous les partis, y compris les socialistes et la Confédération Générale du Travail. Sur la proposition du ministre de l'Intérieur, le gouvernement décide en principe, de n'arrêter aucun des individus portés au carnet B ou, en d'autres termes, considérés comme suspects. Il n'y aura d'exception que lorsque les préfets auront à faire à des anarchistes dangereux". (R. Poincaré, alors président de la République, Comment fut déclarée la guerre de 1914).

Comme on le voit, la CGT, pourtant beaucoup plus combative dans l'anti-militarisme que la SFIO, elle aussi s'était ralliée à l'Union Sacrée. Le 4 août, sur la tombe de Jaurès, avant même le vote des crédits de guerre, Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, déclare :

"Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire. Nous serons les soldats de la liberté".

Quelques jours plus tard, il prend la présidence du Comité de Secours National aux côtés de la racaille nationaliste traditionnelle, de l'archevêque de Paris et des royalistes.

Nous n'analyserons pas ici les causes de cette trahison honteuse de partis de l'Internationale Socialiste, sur l'évolution qui les a conduits, en août 14, à passer ouvertement à l'ennemi de classe. Nous y reviendrons dans un autre article. Ce qu'il importe de mettre en évidence c'est le fait que cette trahison était la condition nécessaire pour que la bourgeoisie puisse déchaîner la barbarie impérialiste. Comme on l'a vu, aussi bien à Berlin qu'à Paris, les gouvernements n'ont mis en œuvre leurs desseins guerriers qu'après s'être assurés que le prolétariat serait muselé par les organisations qu'il croyait encore les siennes. C'est un enseignement que la bourgeoisie allait retenir comme elle allait retenir l'enseignement du surgissement de la vague révolutionnaire au cours de la guerre impérialiste en 1917 en Russie et en 1918 en Allemagne. Ce sont ces enseignements qu'elle allait mettre en application en août 44.

AOUT 1944, LA CONTRE-REVOLUTION TRIOMPHE.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'ignoble hystérie chauvine du PCF en août 44. Elle a été amplement stigmatisée dans le précédent numéro de "Révolution Internationale". Nous nous bornerons à souligner que ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie française a confié au PCF le soin d'enrôler la classe ouvrière dans la "Résistance", la "Libération" et la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire totale sur l'Allemagne. C'est parce que ce parti, comme la SFIO en 1914, jouissait de la confiance d'un grand nombre

Résolution sur la situation

Début juillet s'est tenu le 6ème congrès de Révolution Internationale, la section en France du Courant Communiste International. Il se situe à un moment décisif de la lutte de classe au sein des années 80 que nous avons maintes fois soulignées comme des années déterminantes, les "années de vérité". Il s'enracine au moment d'une nouvelle vague de luttes de la classe ouvrière qui déferle sur toute l'Europe, depuis la Belgique (septembre 83) jusqu'en Angleterre, en passant par la Hollande, l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne. Mais aussi, cette vague secoue de nombreux autres pays développés et du tiers-monde, à la périphérie des zones industrialisées.

Le CCI, depuis septembre 83, comme sa section en France s'est situé dans tous les pays d'Europe au sein de cette vague de luttes. Dans la crise qui secoue le milieu révolutionnaire, le CCI s'est trouvé être la seule organisation prolétarienne à assumer pleinement les tâches internationales

d'intervention. En France, avec la quasi disparition du PCI (Programme Communiste), la section française s'est trouvée seule pour intervenir au sein de toutes les luttes d'importance : avec les sidérurgistes, en Lorraine, au Creusot, dans la région parisienne au sein des secteurs de l'automobile (Talbot, Citroën), etc...

C'est dans ce cadre et dans cette perspective d'affrontements importants avec la bourgeoisie que s'est tenu ce congrès. La responsabilité des organisations révolutionnaires, et donc de notre section en France est immense.

Nous reviendrons prochainement sur l'importance des travaux du congrès avec la publication de la résolution sur la situation en France, adoptée à ce congrès. Dès à présent, nous rendons publique la résolution sur la situation internationale votée au congrès.

1) La vague actuelle de lutte de classe est la 3ème depuis la fin de la période de contre-révolution, close avec la reprise historique de 68. Au contraire des deux précédentes, elle se situe de plein pied dans "les années de vérité" (voir la Revue Internationale n° 20 : "Années 80 : années de vérité") dans un contexte de crise économique inégalée depuis la dernière guerre mondiale.

Elle est appelée à se développer, alors que la crise elle-même va amplifier de par ses effets la misère dans laquelle elle plonge déjà le monde, l'exploitation et la paupérisation de la classe ouvrière; elle va donner tout son sens à l'analyse que nous avons faite des "années de vérité", en révélant plus clairement la primauté des deux forces essentielles de cette société, dont la confrontation détermine la marche et l'avenir : - d'une part, la classe ouvrière, porteuse du communisme, qui, depuis la reprise de 68, a accumulé toute une expérience. Dans ses luttes, le prolétariat devra utiliser l'expérience acquise de façon systématique pour parvenir à faire valoir à terme sa solution révolutionnaire à la crise historique du capitalisme, et de façon plus immédiate, pour déjouer les manœuvres politiques et syndicales tendant à le dévier de son but;

- d'autre part, la bourgeoisie qui, enfermée de plus en plus dans ses contradictions ne pourra plus masquer le caractère catastrophique et insurmontable de sa crise, ni même en différer momentanément les effets. Elle va devoir de plus en plus étaler au grand jour ce que, jusqu'à présent, elle était parvenue à envelopper d'un brouillard mystificateur. Son Etat, ayant déjà perdu l'image de l'Etat social, ne pourra qu'apparaître pour ce qu'il est réellement, l'Etat de l'ordre social capitaliste. Les guerres, dictées par l'accentuation de la faillite capitaliste, et aggravant encore la situation d'une économie déjà à l'agonie, ne pourront plus se parer des alibis humanitaires et masquer leur vraie nature à ceux qui en sont les victimes directes ou en subissent les conséquences.

La bourgeoisie ne peut plus guère compter sur un relâchement de l'étreinte qu'elle subit car la crise de son économie d'un côté ne peut que s'aggraver, tandis que les mesures sociales qu'elle implique provoquent des réactions ouvrières de plus en plus importantes. Au contraire, cette étreinte ne manquera pas de se resserrer.

2) La récession ouverte avec les années 80 étend ses effets dévastateurs à toutes les parties du monde. Elle accentue la faillite de fait des pays dits "en voie de développement", croulant sous le poids des dettes. Ceux, qui, parmi eux, étaient les moins mal lotis avec, en particulier, la vente du pétrole, voient leur situation se détériorer du fait de la baisse continue de leurs quotas de production. Dans un marché en pleine récession, cette baisse de la production a pour but d'empêcher l'effondrement des cours.

Ces pays sont l'expression caricaturale de la nécessité générale pour le capitalisme face à la saturation des marchés, d'expulser de son mode de

production, une quantité toujours croissante des forces productives, et parmi elles, le prolétariat.

Le phénomène qui ne s'exprimait dans le passé qu'en terme de tendance de plus en plus marquée dans les pays développés, devient la préoccupation centrale des populations et des gouvernements :

- la généralisation et l'accroissement du chômage dans toutes les branches de la production;
- la sous-utilisation des capacités productives dans chacune d'elles.

3) Les deux récessions précédentes des années 70 (70-71 et 74-75) n'ont pu momentanément être surmontées que par l'accentuation de politiques keynésiennes sous-tendues par une utilisation massive du crédit, tout particulièrement aux USA qui ont pu encore jouer le rôle de locomotive de l'économie mondiale. Cette fuite en avant a été pratiquée jusqu'à la limite du krach en 79. Le freinage des politiques d'endettement qu'a pratiqué la bourgeoisie à ce moment là pour éviter ce krach n'a abouti qu'au ralentissement de l'augmentation du volume de l'endettement et non à la diminution de ce dernier. Le freinage aboutit en 1981-82 à la plus forte récession depuis la guerre. Face à cela, si la baisse des taux d'intérêts a provoqué une pause dans la chute de la production, observable aux USA dès 1983, qui a fait parler et fait encore parler de "reprise économique", cette pseudo-reliance est basée pour une bonne partie:

a) d'une part sur l'augmentation des dépenses d'armement et des déficits budgétaires qui en résultent;

b) d'autre part, par la libération du crédit correspondant à la nécessité pour la bourgeoisie américaine de reconduire l'équipe Reagan (la mieux adaptée dans la conduite du capital américain et du bloc occidental) et de maintenir dans l'opposition le Parti Démocrate traditionnellement lié aux syndicats.

Cette pseudo-reliance s'est traduite au niveau mondial par un processus d'approfondissement de la crise, notamment dans les pays sous-développés et dans certains pays d'Europe (France, Espagne, etc...)

4) La soi-disant reprise qui culmine aux USA avec une augmentation de 3% du PNB a permis aussi, bien que dans une moindre mesure, des prolongements dans certains pays industrialisés du bloc :

- une croissance certaine du PNB en RFA et en Grande-Bretagne;
- un ralentissement relatif de l'augmentation du chômage dans certains pays industrialisés jusqu'en 83. Ce qui ne pouvait s'observer que comme tendance à la reprise, connaît dès à présent un net infléchissement. Ce qui sous-tendait cette tendance, impulsée par les USA, n'a d'autre réalité essentielle dans ce pays qu'une hausse des commandes militaires, alors que dans le même temps, les commandes d'équipement de production baissent : - n'ayant donné lieu à aucun regain des investissements productifs;
- commandée par un relâchement du crédit pour soutenir l'effort d'armement et éviter la banqueroute ouverte des pays débiteurs des USA.

Cette pseudo-reprise contient toutes les conditions d'une rechute d'une ampleur sans précédent de l'économie mondiale. L'inflation accumulée dans les déficits, l'utilisation de la planche à billets sont autant de facteurs qui, dans un proche avenir, contraignent la bourgeoisie :

- à l'abandon de secteurs entiers de l'économie;
- à des taux de chômage dépassant les 20% de la population active dans les pays industrialisés.

La situation qui s'ouvre est donc celle d'un choc entre les classes dans lequel, contrairement à ce qui s'était produit lors de la vague de récession de 81-82, la classe ouvrière affronte la vague de récession actuelle avec une combativité montante, et simultanément dans tous les pays d'Europe.

5) Le cours actuel aux affrontements de classe, ouvert avec le surgissement de 68 va connaître avec le développement de la crise :

- un développement général de la lutte de classe;
- une intensification des tensions inter-impérialistes.

Dans ce contexte, il convient de ne pas perdre de vue qu'un cours historique n'est pas conditionné par des événements conjoncturels, mais qu'il se détermine sur et pour toute une période.

En conséquence, il ne saurait être remis en cause par des défaites partielles de la classe ouvrière, frappant, même durement, le prolétariat des pays secondaires ou périphériques, comme ce fut le cas en Pologne 81.

Seule une succession de défaites, à la suite de combats majeurs menés par le prolétariat dans les pays centraux (et notamment ceux d'Europe occidentale) serait en mesure d'ouvrir un cours vers la guerre.

De la même manière, la capacité de la bourgeoisie des pays centraux, à intervenir directement dans les conflits impérialistes localisés, ou à intensifier ses efforts d'armement, ne témoignent en rien d'un infléchissement du cours historique, d'une résignation de la part du prolétariat. Ce qu'il convient alors de mettre en avant, ce sont les réserves de combativité du prolétariat qui interdisent que les conflits impérialistes localisés ne se développent jusqu'à leur aboutissement ultime.

Seules des luttes de grande ampleur en Europe occidentale, analogues à ce que fut la lutte de classe en Pologne en 1980, peuvent avoir un impact immédiat sur les tensions entre l'Est et l'Ouest. Dans la situation actuelle, il existe une certaine marge de manœuvre qui, même si elle est appelée à se réduire, permet à la bourgeoisie l'intensification des tensions inter-impérialistes, marquée par l'offensive américaine.

6) Les besoins de la stratégie militaire déterminent de plus en plus les problèmes de la vie économique. Contrairement à ce qui prévalait dans la période d'ascendance du capitalisme où la force militaire venait appuyer et garantir les positions acquises ou à acquérir. Toute l'activité économique a pour base, de façon croissante, le soutien à la force militaire et l'éco-

nomie mondiale s'enfoncent dans le gouffre béant de la production d'armement.

Dans le moment présent, cette donnée, combinée au phénomène d'accélération de l'histoire, se traduit par une aggravation majeure des conflits impérialistes localisés, aggravation caractérisée par une offensive générale du bloc US contre le bloc russe. Cette offensive a pour objectif de parachever l'enclercement de l'URSS et de la dépouiller de toutes les positions qu'elle a pu conserver hors de son glacieux direct. Elle passe par une expulsion définitive de l'URSS du Moyen-Orient, par l'intégration de la Syrie et la remise au pas de l'Iran, et ultérieurement, de se lancer dans la reconquête de l'Indochine dans sa totalité.

Une des caractéristiques majeures de cette offensive, c'est l'emploi de plus en plus massif par le bloc US, de sa puissance militaire, notamment par l'envoi de corps expéditionnaires américains ou d'autres pays centraux du bloc (France, G.B., Italie) sur le terrain des affrontements. Cette caractéristique correspond au fait que le bloc de l'Ouest ne peut plus jouer autant de sa suprématie économique vis à vis de l'autre bloc, qu'il ne l'a fait par le passé pour mettre la main sur les positions de l'adversaire:

- du fait des ambitions présentes du bloc;
- du fait de l'aggravation de la crise mondiale elle-même qui crée une situation d'instabilité interne dans les pays du tiers-monde sur lesquels s'appuyait auparavant le bloc US.

Si elle n'était pas entravée par la lutte de classe pour atteindre ses buts ultimes, cette offensive du bloc US contraindrait alors l'URSS à faire appel aux terribles moyens de la guerre généralisée.

7) Aujourd'hui, et dans la période qui vient, c'est la riposte aux agressions contre le niveau de vie des ouvriers qui est et sera le facteur principal de leur mobilisation. Et ce, parce que ce sont la crise et les attaques contre la classe qui constituent le moteur essentiel du développement des luttes. Cependant, l'exacerbation des tensions inter-impérialistes en mettant à nu la barbarie capitaliste qui ne donne comme perspective qu'un génocide généralisé est elle-même un facteur du processus de prise de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière.

Durant les années 70, années d'illusions y compris pour la bourgeoisie qui croyait pouvoir sortir de la crise économique par les politiques de relance, la mystification possible de la "gauche au pouvoir" a constitué l'arme essentielle pour freiner les luttes ouvrières. L'usure de cette mystification, l'approfondissement inexorable et accéléré de la crise à la fin des années 70 et à l'aube des années 80 ont obligé la classe dominante à réorganiser son appareil politique en mettant la gauche dans l'opposition, afin de préserver l'efficacité de la gauche pour sa fonction essentielle : saboter la lutte de la classe ouvrière qui reprenait. C'est cette carte de la "gauche dans l'opposition" ainsi que la défaite des ouvriers en Pologne par la désorientation qu'elles provoquent dans la classe ouvrière qui explique le recul et la quasi absence de luttes significatives dans les pays indus-

trialisés jusqu'à la moitié de l'année 83. Aujourd'hui, la bourgeoisie n'a pas d'autre carte à jouer face à la lutte de classe que de poursuivre et utiliser cette gauche dans l'opposition.

8) Cette période de recul aujourd'hui terminée, durant laquelle les conditions de vie de la classe ouvrière ont été durement attaquées, a contenu en elle, de par la maturation qui s'est opérée alors dans la classe ouvrière, des conditions de la reprise actuelle permise par un début d'usure de la gauche dans l'opposition. Le centre de gravité de cette reprise, le cœur du capitalisme, l'Europe occidentale, lui confère toute son importance pour le développement ultérieur et mondial de la lutte de classe.

Le secteur le plus expérimenté et concentré du prolétariat mondial fait face aux mystifications et aux formes d'encadrement les plus développées et sophistiquées que la bourgeoisie mondiale peut lui opposer. Dans l'opposition, la gauche peut développer ses mystifications sans être entravée par les responsabilités gouvernementales; le syndicalisme de base vient renforcer l'efficacité des syndicats, le tout à travers une mise en place de campagnes internationales et nationales incessantes sur tous les thèmes possibles: notamment la guerre, le pacifisme, les 35h, etc...

La reprise actuelle de la lutte de classe montre la relative usure de ces mystifications mises en place par la bourgeoisie à la fin des années 70. Cependant, il serait faux de croire que cet obstacle est aujourd'hui levé. Parce que l'encadrement syndical et les mystifications de la gauche sont les armes essentielles de la classe dominante face à la classe ouvrière, celles-ci seront un obstacle jusqu'à la destruction du pouvoir de la bourgeoisie. Elles en sont les armes essentielles car elles affaiblissent le prolétariat dans ce qui fait sa force: sa conscience et son organisation.

Aiguillonné par un développement brutal et massif du chômage et l'accentuation de l'exploitation pour ceux qui conservent leur emploi, aculé par la nécessité d'établir un rapport de force face à la bourgeoisie, le prolétariat pose et posera de plus en plus dans ses luttes la nécessité de l'extension et de l'auto-organisation, c'est à dire la nécessité de la confrontation à l'Etat bourgeois, à sa gauche et à ses syndicats.

Ce chemin est parsemé d'échecs, mais c'est aussi au travers de ces échecs que le prolétariat apprend à reconnaître quels sont ses ennemis. C'est ce qui explique le rythme lent du développement des luttes. C'est pourquoi, il est vain de s'attendre dans les pays centraux du capitalisme, pour une perspective immédiate, à des "sauts qualitatifs" brusques, à de soudains surgissements de la grève de masse. La reprise actuelle n'en est qu'à ses débuts, mais elle affirmera de plus en plus les tendances déjà existantes au surgissement de mouvements spontanés, débordant à leurs débuts les syndicats, à des affrontements de classe prenant un caractère de plus en plus massif, puissant et simultané.

9) Bien que dans la période à venir, ce soit encore la bourgeoisie qui détienne l'initiative, qui soit à l'offensive, on n'en assistera pas moins au sein de l'ensemble du prolétariat à un développement progressif de la conscience de sa force, de sa capacité à s'opposer comme classe aux attaques capitalistes, à surmonter progressivement l'obstacle de la gauche dans l'opposition. Face à l'offensive de la bourgeoisie, le prolétariat réagit en développant ses luttes défensives contre l'agression de son niveau et de ses conditions de vie.

En ce sens, il est faux dans la période actuelle de parler "d'offensive du prolétariat". L'offensive du prolétariat signifie que la classe ouvrière est devenue capable dans des limites données de choisir le moment et le terrain de sa lutte. Ces principales pré-conditions sont subjectives: le développement qualitatif de son niveau de conscience et de ses capacités d'auto-organisation. Le pas en avant de la défensive vers l'offensive est équivalent au pas en avant d'un niveau de réaction plus ou moins conscient de révolte contre les conditions de misère capitaliste à des luttes de plus en plus conscientes contre les causes de cette misère.

Considérer que le niveau présent de la lutte de classe serait déjà celui de l'offensive contre l'Etat ne peut mener qu'à:

- fétichiser un moment donné du processus de la lutte pour l'auto-libération du prolétariat au détriment du processus et du mouvement dans son ensemble;
- sous-estimer sérieusement l'hétérogénéité du niveau de conscience au sein de la classe ouvrière;
- affaiblir la nécessité du développement et de l'extension de la conscience de classe comme facteur-clé déterminant du mouvement de classe du prolétariat et du destin de l'humanité;
- ignorer ou sous-estimer la nécessité urgente de l'intervention des révolutionnaires dans la lutte et pour la création des pré-conditions subjectives pour le parti de classe.

10) Dans la lutte défensive qu'il mène aujourd'hui contre les attaques de la bourgeoisie, le prolétariat prépare son offensive de demain. L'accélération actuelle de l'histoire est d'abord marquée par l'accélération de la lutte de classe, c'est-à-dire l'accélération du processus de développement de la conscience de classe dans la classe.

L'enjeu contenu dans la dynamique de la reprise actuelle de la lutte de classe, c'est la capacité du prolétariat dans sa confrontation avec la bourgeoisie à surmonter les obstacles auxquels il se confronte. C'est dans ce processus que le prolétariat sera capable de mettre en avant la perspective révolutionnaire et les organisations: conseils ouvriers, Parti, nécessaires à cette perspective. Dans ce processus, en tant que partie de la classe ouvrière la plus consciente et la plus déterminée,

les organisations révolutionnaires ont un rôle crucial, indispensable et déterminant. Elles ont pour tâche d'intervenir avec clarté et détermination dans les combats actuels et futurs:

- en poussant ceux-ci au maximum de leurs potentialités;
- en faisant qu'un maximum de leçons en soient tirées;
- en dénonçant sans relâche les pièges de la bourgeoisie;
- en mettant en avant les perspectives révolutionnaires de ces combats.

C'est en s'inscrivant de cette façon dans la période charnière que nous vivons, en assumant leurs responsabilités dans les combats que livre la classe ouvrière dès à présent, qu'elles se préparent à être à la hauteur des graves responsabilités qui seront les leurs dans une période de montée révolutionnaire. Car c'est d'abord dans ce processus que les organisations révolutionnaires montrent leurs capacités à contribuer de façon déterminante à la formation du parti de demain nécessaire et indispensable à la révolution prolétarienne dont les conditions objectives et subjectives mûrissent de manière accélérée.

GRANDE-BRETAGNE

suite de la page 2

Tant que l'extension se limite à un secteur, et surtout quand il s'agit des mines, secteur où la surproduction est telle qu'elle ne menace pas la vie économique du pays, la bourgeoisie peut se permettre l'existence d'une lutte longue et les syndicats le plus grand radicalisme: appelant à la grève totale, et au maintien de celle-ci pour des mois. Dans ce cadre, organisation sectorielle d'une lutte, ils ont pu se permettre le battage bien connu en France de "la défense de la région" et "le sauvetage de l'économie", le "vivre et travailler au pays" jouant sur les vieilles traditions corporatistes de la classe ouvrière en Angleterre. En particulier, en montant en épingle l'image d'Epinal des "mineurs de père en fils".

Mais la période de reprise de la lutte de classe actuellement ouvre une autre perspective que cet entêtement sectoriel, la situation de montée de la combativité ouvrière est favorable à l'explosion simultanée de luttes qui, par leur existence même, posent, renforcent, aiguissent la question de l'unité des combats.

Extension et auto-organisation

Toute grève qui se déclare aujourd'hui en Grande-Bretagne ne peut pas ne pas faire référence à celle des mineurs qui dure depuis quatre mois. Et où ceux-ci ont montré leur combativité. C'est à ce niveau, sur le terrain des luttes elles-mêmes que les syndicats déploient l'autre aspect de leur sale besogne, dévier la dynamique des luttes elles-mêmes dans des filets organisationnels que la classe ne peut rompre qu'en s'opposant directement, concrètement à eux lorsqu'ils organisent la grève, les communications, les transports, les aides financières.

Et si c'est là que réside encore toute une faiblesse des luttes actuelles, ce non contrôle des ouvriers sur leurs luttes (pas de comités de grève, pas de liens avec les autres secteurs), c'est aussi sur ce terrain que se développe la prise de conscience du dévoiement syndical, des impasses dans lesquelles ils fourvoient leurs luttes.

Parce que la classe ouvrière a partout les mêmes intérêts, la solidarité tend à naître dans les rangs ouvriers. Qui

peut mieux soutenir la lutte d'une partie de la classe ouvrière que l'ensemble de celle-ci? Ce problème apparaît de plus en plus à la surface, au fur et à mesure que les luttes avancent, comme en Grande-Bretagne. C'est un problème qui nécessite toute une prise de conscience au sein de la classe ouvrière qui hésite devant l'immensité de ses tâches, mais qui mûrit inexorablement du sein mêmes de luttes.

Perspectives

La situation en Grande-Bretagne montre clairement la dynamique sous-jacente de l'extension des grèves. Loin d'être dévoyée comme en 74 derrière des perspectives d'une alternative démocratique de gauche qui a fait son temps. Loin d'être déboussolée comme en 80-81 par le passage de la gauche dans l'opposition et la pseudo-radicalisation des syndicats. Aujourd'hui, les grèves appellent d'autres grèves, les conflits durent, persistent, les possibilités politiques de contre-offensive de la bourgeoisie sont plus limitées.

Les médias ont bien brandi, face aux menaces de Thatcher, une campagne "anti-Thatcher" qu'ils ressortent régulièrement et sert essentiellement de faire valoir à la gauche présentée comme le vrai défenseur de la démocratie. Mais les illusions des années 70 sont finies. La droite, qu'elle prenne l'image de Thatcher ou d'autres ne peut avoir sa place qu'au gouvernement pour mener les politiques d'austérité, la gauche et les syndicats dans l'opposition pour occuper le terrain social, polariser et dévoyer le mécontentement ouvrier dans des impasses.

C'est à la gauche et ses chiens de garde en milieu ouvrier, les syndicats, que la classe ouvrière doit se confronter. La classe ouvrière internationale a eu les yeux braqués sur les ouvriers anglais, le seuil qualitatif atteint momentanément percé le black-out des médias; l'écho de ces luttes a traversé les frontières. Les luttes des ouvriers en Grande-Bretagne sont une expérience importante pour toute la classe ouvrière internationale.

C.N.

AOUT 14 - AOUT 44 - AOUT 84

suite de la page 3

d'ouvriers pour avoir été à sa fondation un parti réellement ouvrier, qu'il était le mieux en mesure d'enrôler les prolétaires dans la "défense de la patrie", c'est-à-dire du capital national. La bourgeoisie avait appris également que le prolétariat d'un pays vainqueur dans la guerre impérialiste peut être beaucoup plus facilement enchaîné au capital national que celui d'un pays vaincu. C'est pour cela qu'elle avait en quelque sorte laissé "carte blanche" au PCF pour réaliser cette sale besogne. C'est pour cela aussi qu'elle s'est méfiée beaucoup plus du prolétariat d'Allemagne et que les Alliés ne se sont pas contentés d'écraser celui-ci sous les bombes et d'emmener dans leurs bagages le Parti Social-Démocrate. Les pays vainqueurs ont pris également soin d'occuper eux-mêmes chaque pouce du territoire allemand afin de ne pas permettre qu'une bourgeoisie défaite ait à affronter la révolte des masses comme ce fut le cas entre 1919 et 23. Et pour mener à bien cet objectif, les Alliés ont éconduit jusqu'au bout toutes les tentatives secrètes de l'Etat Major allemand de signer avec eux un armistice, de même qu'en 43, en Italie, ils n'avaient mis aucune hâte à venir en aide à l'amiral Badoglio, le successeur de Mussolini, qui pourtant s'était tourné vers eux.

De son côté, la Russie stalinienne aussi avait tiré les enseignements de la guerre précédente. C'est pour cela qu'en août 44, après avoir encouragé sur les ondes les habitants de Varsovie à se soulever contre l'occupation de l'armée allemande, elle a laissé à celle-ci le soin de massacrer l'insurrection pendant 2 mois alors que l'"Armée Rouge" se trouvait à 1 km de la ville, de l'autre côté de la Vistule. Varsovie était une ville ouvrière; c'est pour cela que la principale force dirigeante de l'insurrection était le Parti Socialiste, seul capable d'encadrer le prolétariat.

Cette insurrection n'était pas une lutte de la classe ouvrière puisque celle-ci se battait derrière le drapeau national. Mais son écrasement, qui fit 300 000 morts, permettait à la bourgeoisie de s'éviter toute difficulté ultérieure (jusqu'en 1956).

1984, LE PROLETARIAT SE BAT SUR SON TERRAIN.

Quarante ans se sont écoulés depuis cette date, c'est-à-dire 10 ans de plus qu'entre août 14 et août 44, et nous sommes encore bien loin aujourd'hui de mouvements sociaux d'une importance comparable à ceux qui ont surgi 3 ans après août 14. C'est dire combien était profonde la contre-révolution en 1944. Cependant, si à cette date "il était minuit dans le siècle", aujourd'hui le prolétariat est sorti de la longue nuit de la contre-révolution. Depuis 1968, la classe ouvrière mondiale a repris le chemin du combat de classe. Après 2 vagues de luttes en 68-74 et 78-80, il est entré depuis la mi-83 dans une phase de combats dont tout indique qu'elle dépassera en ampleur et en profondeur les 2 précédentes. En ce sens, la situation présente est complètement différente de celle de 1914 et de 1944. Bien qu'ils soient presque partout dans l'opposition pour mieux saboter les luttes ouvrières, les partis qui en 14 et en 44 avaient enrôlé le prolétariat dans la boucherie impérialiste n'ont plus, et de très loin, la même influence sur lui. C'est pour cela que la bourgeoisie, acculée dans une crise économique insurmontable, ne peut déchaîner à l'heure actuelle une nouvelle guerre mondiale. Au contraire, cette crise va provoquer des affrontements de classe de plus en plus formidables desquels pourra surgir enfin la révolution communiste.

F.M.

LE TROTSKYSME ET LE SYNDICALISME DE BASE AU SECOURS DU CAPITALISME

■ La remontée des grèves ouvrières, et le fait que les responsabilités gouvernementales incombent en France aux partis de gauche qui se présentent traditionnellement comme les "défenseurs des intérêts des travailleurs", redonnent du tonus radical à l'extrême-gauche. Celle-ci, composée de multiples organisations, trotskystes, marxistes-léninistes, anarchistes, syndicalistes, cherche à récupérer à son profit le mécontentement ouvrier (1).

"Lutte Ouvrière" (LO), l'organisation trotskyste la plus importante, la plus "radicale", est engagée pleinement dans cette politique. Au cours des interventions que nous avons faites aux forums de la "Fête", nous avons vu de quel langage use LO face aux désillusions grandissantes sur la gauche avec sa politique ouvertement anti-ouvrière. Bien sûr, LO ne met pas ouvertement en avant la nature capitaliste de cette gauche : la gauche est toujours présentée comme "traître", ou qui "tourne le dos" aux travailleurs et LO fait toujours passer en même temps l'idée que "les meilleurs militants ouvriers" se trouvent dans les syndicats et les partis de gauche. Néanmoins, le rassemblement annuel de LO était placé sous le signe de la contestation radicale de la politique gouvernementale de ces partis. Les slogans racoleurs fleurissaient : "La gauche fait la même politique que la droite", "démisionnons-les", etc. LO présentait une forte critique avec bien peu de soutien en apparence et stigmatisait le lâchage des intérêts des travailleurs par la gauche.

Il y eut peu d'insistance sur l'appel à voter aux élections européennes à l'exception du discours rituel de Melle Laguiller et de son père de l'organisation trotskyste soeur et concurrente, Krivine de la LCR. On se trouvait pourtant en pleine campagne électorale où, selon l'habitude des années 70, LO et toutes les formations d'extrême-gauche appellent à voter, soit-disant pour "exprimer" le mécontentement des travailleurs. Mais à l'évidence, en ce printemps 84, la principale préoccupation de LO n'était pas les élections. Celles-ci ne pouvaient certainement pas faire recette dans le contexte d'une "rigueur" redoublée contre les ouvriers et sur le thème d'une Europe dont les seuls domaines sur lesquels s'accordent les différentes bourgeoisies nationales sont la répression, le militaire, et la concertation sur les mesures d'austérité dans les grands centres industriels (voir les plans européens de la sidérurgie par exemple). La préoccupation de LO répétée au cours de plusieurs débats était le mécontentement ouvrier, le discrédit de la gauche et des syndicats, et comment "diriger", selon la formule de LO, les luttes ouvrières qui surgissent. Au diable leur propagande vers les "petites gens", LO voulait apparaître là comme très "ouvrière".

Un soutien critique aux syndicats

Mais c'est dans la pratique qu'on vérifie la réalité d'une politique. A ce niveau, LO met en place toute une panoplie d'arguments et de propositions qui lui permettent tout à la fois d'apparaître comme ouverte au ras-le-bol ouvrier et à la méfiance envers les syndicats, et d'en défendre en fin de compte fermement les fondements essentiels. D'un côté LO prétend défendre "les comités de grève" et "l'unité des travailleurs", affirme que "les syndicats sont devenus des rouages de l'Etat capitaliste" reprenant ce que disait Trotsky en 1939, qu'il faut "l'organisation de la lutte par les ouvriers eux-mêmes", etc. D'un autre côté, LO donne consigne de "militariser dans les syndicats si c'est possible", de "tout faire pour renforcer sa section syndicale" (entendu à propos de la CGT Peugeot) ; LO défend la "possibilité du militantisme révolutionnaire dans les syndicats", pour "être là où se trouvent les ouvriers qui veulent faire quelque chose" ou pour "avoir des heures" ; bref toutes les considérations classiques qui sont toujours celles des défenseurs acharnés du syndicalisme face aux doutes, à la méfiance ou à l'hostilité qui règne dans la classe ouvrière envers un tel "travail". Le verbiage apparemment radical cherche à cacher la politique réelle : ne pas perdre le contrôle d'une classe ouvrière combattive qui commence à remettre en question en profondeur les formes et le contenu de l'encadrement qu'elle subit dans le capitalisme : usinisme, corporatisme, régionalisme et toutes les variantes possibles du syndicalisme, la délégation à une minorité permanente de la défense de ses intérêts.

Au cours des débats, les militants de LO évacuaient toujours, un peu gênés, le fait que leur militante exemplaire et présidentielle, A. Laguiller, est aujourd'hui une syndicaliste professionnelle dans les rangs de FO... Et à la question : "faut-il que les ouvriers et les membres des organisations révolutionnaires militent dans le cadre syndical ? ", LO ne répond bien sûr jamais clairement mais agit par contre très clairement. Au cours des forums et notamment ceux organisés par RI, la question à chaque fois a été posée et les réponses ont été en gros : d'abord "vous planez", "vous ne tenez pas compte du bas niveau de conscience des ouvriers" ; ensuite "vous nous insultez, vous êtes ici à la fête de LO et vous ne devez pas nous dénoncer" ; enfin, à court d'arguments, un responsable de LO a fait sortir tout le public d'un forum appelé par RI sur la reprise internationale des luttes ouvrières.

Ce qui importe en effet pour une organisation comme LO n'est certainement

pas la compréhension de ces questions pour la classe ouvrière et les implications pour mener son combat contre le capital, mais sa propre capacité à remplir sa fonction : épuiser les énergies militantes qu'elle parvient à happer dans les impasses du syndicalisme de base. Contre les positions révolutionnaires, en dernier ressort, LO défend qu'il faut tenir compte des illusions qui existent encore parmi les ouvriers. Selon ce subtil "raisonnement", si les ouvriers croient encore au syndicalisme, les "révolutionnaires" doivent en tenir compte et faire du syndicalisme. A la question de savoir si ce "raisonnement" vaut également pour la guerre impérialiste ("si les ouvriers vont à la guerre, les révolutionnaires doivent aller à la guerre"), le représentant de LO n'a pas craint de répondre affirmativement, jusqu'à donner comme interprétation des positions révolutionnaires dans l'histoire -celle de Lénine et des bolchéviks- notamment dont est sensée se réclamer LO que "les révolutionnaires avaient appelé à aller à la guerre". Cette anecdote révèle une fois de plus que, tout comme le stalinisme, le trotskysme, même le plus "radical", falsifie et même piétine l'histoire du mouvement ouvrier. En l'occurrence, c'est précisément le "définitifisme révolutionnaire" et l'appel à la "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile" qui ont distingué les bolchéviks de toute la dégénérescence de la 2ème Internationale au moment de la guerre de 1914. La référence à l'histoire n'est qu'un paravent pour habiller d'"ouvrier" une politique profondément et définitivement ancrée dans la défense du capitalisme sous sa forme du capitalisme d'Etat (défense de l'URSS, nationalisations et planifications étatiques, syndicalisme, parti-Etat, etc.). La politique de LO et de ses semblables est dangereuse pour la classe ouvrière. Le recrutement d'éléments jeunes et inexpérimentés sur des bases "radicales" que nous avons constaté est un des volets les plus pernicieux de la politique bourgeoise, celle de ses fractions de gauche et d'extrême-gauche, dans l'"opposition" aux gouvernements et dans les rangs du syndicalisme, "à la base", qui tente d'enrayer la prise de conscience de la classe et de dévoyer son action dans des impasses.

Les syndicalistes de base

Une autre variété de cette même politique syndicaliste était présente à la "Fête de LO" : les groupes qui se présentent ouvertement comme syndicalistes, mais "libres", "démocratiques" "de lutte" ou autre. Les militants du "Syndicat de lutte des Travailleurs" d'Usinor-Dunkerque, du "Syndicat Démocratique des Banques", ont fait une découverte subite : "depuis mai 81, les syndicats CGT, CFDT, FO sont des rouages du gouvernement". Il faut donc

faire des syndicats "libres" du gouvernement pour assurer la vraie défense des intérêts quotidiens des travailleurs. Le tour est joué. Reproduisant strictement le modèle syndical, l'organisation par usine (SLT), par branche (SDB), par région (79-84 de Longwy), ces groupes ne font que servir d'écran à la compréhension qu'on ne peut mener la lutte de classe contre l'Etat, ses syndicats et ses partis, avec les mêmes formes et contenu (cahiers de revendications spécifiques) que ceux qui permettent l'encadrement par le capitalisme. Et les adjectifs "démocratique" ou "de lutte" n'y changent rien. Un membre du STL affirmait d'ailleurs clairement : "nous sommes sortis de la CFDT parce que nous avons été exclus, sinon nous continuerions dans le syndicat" ; et quant aux enjeux des luttes actuelles : "les problèmes de la crise définitive du système capitaliste ne nous intéressent pas, nous sommes pour les luttes quotidiennes". Face à cet usinisme le plus plat, qui ne voit évidemment pas que les luttes "quotidiennes" sont aux prises avec la crise définitive d'un système social tout entier, même LO a été obligé de faire remarquer que la lutte ouvrière a nécessairement une dimension politique. Avec le retour du PC dans l'opposition, les syndicalistes "de combat" réintégreront peut-être le giron de la police capitaliste en milieu ouvrier que constituent les syndicats traditionnels, CGT en tête, pour oeuvrer à la défense des intérêts quotidiens du capital en milieu ouvrier, qui est la tâche réelle à laquelle ils s'adonnent, quelles que soient les illusions dont ils peuvent être eux-mêmes les victimes.

Dans la reprise de la lutte de classe actuelle et à venir, l'action de l'extrême-gauche sous sa forme politique et syndicale est claire : incapable d'imposer aux ouvriers le cadre institutionnel traditionnel d'encadrement du prolétariat, tout comme la gauche dont elle fait partie, l'extrême-gauche a pour fonction d'enrayer la prise de conscience et l'action propre de la classe ouvrière. Ce qui se pose, dès aujourd'hui dans les luttes, c'est la nécessité de l'extension, de l'auto-organisation, de l'unité des ouvriers au-delà des frontières catégorielles et nationales, dans une perspective de généralisation qui seule peut permettre d'abord la résistance ouvrière ensuite la résolution définitive des problèmes "quotidiens" de la classe ouvrière, par le renversement du capitalisme et l'instauration du communisme. Les organisations révolutionnaires se distinguent dans le combat, dès aujourd'hui également, par la défense sans concessions de ces perspectives, par l'intervention dans les luttes pour rejeter toute délégation de l'action aux syndicats ou à de quelconques organismes de type syndical -même s'ils ne le disent pas ouvertement ; pour défendre l'organisation autonome en assemblées générales de tous les ouvriers, l'extension au delà de l'usine, du secteur, de la région, par l'organisation de délégations les plus massives possibles et directement contrôlées par les assemblées, par la détermination en assemblées générales des revendications, par les négociations publiques et connues de tous les ouvriers.

C'est seulement dans ce sens que l'intervention des révolutionnaires doit être menée, c'est à quoi s'attache le CCI dans la reprise actuelle des luttes.

M.G.

RETOUR DE COURRIER

■ Nous avons décidé la publication de la lettre ci-après. Ce faisant, nous n'entendons pas entretenir le dialogue avec les auteurs de cette missive. Nous nous adressons au milieu politique prolétarien pour lui faire prendre connaissance des services d'une certaine mouvance pseudo-intellectuelle et petite bourgeoise, dont le cénacle "Guerre de Classe", parmi d'autres, est un triste prototype.

Nous ne nous étonnons pas de ce que "Guerre de Classe" s'interdise de discuter avec nous, car en fait elle ne connaît de la discussion, que la logorrhée académique, et non le débat clair, responsable et militant qui est la marque propre des organisations politiques de la classe ouvrière. Depuis 1968, la mouvance dont "Guerre de Classe" fait partie ne cesse d'accabler les groupes révolutionnaires du reproche de "falsifier", et de "tronquer policièrement" ses dires. Derrière cette attitude constante, en fait, se dissimule rien de moins qu'une dérobade devant la confrontation politique.

Disant ce qu'ils profèrent contre nous, les auteurs de la lettre ne font que signer leur nature non prolétarienne. A ce malheur, et à cette bêtise,

il est inutile en soi d'ajouter quoi que ce soit de plus accablant. Les gens de "Guerre de Classe", comme leurs semblables, ont, depuis 68, le cul entre les deux chaises de la petite bourgeoisie et du prolétariat, et ils n'arrivent pas en décoller. Les insultes et les lazzi qu'ils adressent aux groupes révolutionnaires sont d'abord le témoignage de leur inconfort. Mais ces pauvres gens ne sont pas que malheureux et inoffensifs. Le venin de leur confusion idéologique, en ce qu'il corrode le rôle organisé et actif des révolutionnaires dans la classe, finalement, les désigne comme un danger que les révolutionnaires doivent s'attacher à dénoncer avec la plus implacable rigueur.

R.I.

Pour en terminer avec les falsifications...

Nous découvrons à la page 7 du n°120 de RI, un passage crapuleusement tronqué de notre dernier tract qui vous permet, une fois de plus, de nous faire dire le contraire de ce que nous n'avons jamais cessé d'affirmer dans toutes nos publications.

Il est vrai que chez vous le procédé est habituel au point d'être devenu votre seul mode possible de confrontation tant votre inaptitude à l'argumentation est patente.

Il ne nous semble pas utile de perdre davantage de temps à expliquer pour quelles raisons la misère de votre monde organisationnel ne peut que reproduire le monde de la misère organisée, les diverses interventions écrites et orales que nous vous avons adressées et qui n'ont jamais suscité de votre part que des réponses laborieusement truquées sont de ce point de vue suffisamment éloquentes...

Tant que votre seule manière de débattre consistera à policièrement tronquer les dires de vos contradicteurs, nous n'aurons plus rien à vous dire si ce n'est que le type de communication aliéné qui soude votre clan, range celui-ci de plein pied dans le camp du fétichisme de la marchandise.

Que vos chefs soient assurés de notre mépris et que votre main-d'oeuvre veuille bien croire en notre sincère compassion...

Paris le 16.05.84



(1) RI n°121 "Sous un vernis révolutionnaire, les contremaitres du capital".

UN ALIBI POUR LE RENFORCEMENT DE L'ETAT

■ Pour cacher la réalité de son système, dans une période où celui-ci va à l'effondrement, fixer l'attention sur des faux problèmes et se servir des questions qui se posent dans la société, à son profit, dans le sens de ses intérêts, sont deux des ressources essentielles de la bourgeoisie. L'utilisation du terrorisme et des groupes et éléments terroristes par l'Etat, à travers les médias, comme on l'a vu en Allemagne, en Italie et tout dernièrement en France en est une triste illustration.

L'existence du terrorisme remonte à longtemps, et il y a longtemps que la bourgeoisie sait s'en servir, la susciter et même l'organiser. Cela est si vrai d'un groupe comme "Action Directe" que le quotidien "Libération" du 16/7 est pratiquement obligé de reconnaître que les actions d'"Action Directe" sont fomentées par la police. Le scénario mis sur pied par l'Etat est simple : monter en épingle et faire du battage sur des actions terroristes, - ceci permettant la mise en place d'un renforcement du dispositif policier; - et la promulgation de lois visant, éventuellement, à réprimer les éléments terroristes, mais surtout à pouvoir réprimer les éléments combattifs de la classe ouvrière et les militants des organisations révolutionnaires.

C'est avec le recul de la lutte de classe du début des années 70 qu'apparaissent les premières manifestations du terrorisme en RFA et en Italie. Des groupes, comme la Fraction Armée Rouge et les Brigades Rouges permettent à la bourgeoisie de lancer une campagne idéologique qui durera plusieurs années - en fait durant toutes les années de recul de la lutte de classe. Cette campagne permet, en alimentant un climat de psychose, de faire passer toute une série de lois dites "anti-terroristes" dans ces pays, dont le principal objectif est la répression directe de tout mouvement social, et avant tout prolétarien. La bourgeoisie sait déjà à l'époque qu'elle est engagée dans la crise de son système économique et devra affronter nécessairement le prolétariat; dans cette optique, elle se donne toutes les armes nécessaires.

Mais, si en Italie et en Allemagne, le terrorisme présentait une importance et une existence bien réelles, l'inanité de celui-ci en France oblige la bourgeoisie à grossir les faits et l'importance de quelques "désespérés" qu'on arrête, puis qu'on relâche, et dont elle se sert à l'envie. En RFA, c'est la faiblesse de la lutte de classe qui permet le développement

du terrorisme. En effet, c'est dans le milieu étudiant que se recrute la majeure partie de la Fraction Armée Rouge. Après 68, le mouvement étudiant s'est retrouvé avec toute une quantité d'éléments cherchant à "faire quelque chose" et agir pour "réveiller" les ouvriers. C'est le gouvernement "socialiste" de W.Brandt qui, tout en se débarrassant de la "Bande à Baader", après l'avoir noyauté, met sur pied une gigantesque machine policière de contrôle de la population.

En Italie, où étaient apparus après le "mai rampant" de 1969 et un mouvement de la classe ouvrière très fort, des groupes d'extrême gauche comme Potere Operaio et Lotta Continua, groupes "extra-parlementaires" aux caractéristiques politiques indéfinies mais "radicales", le recul de la lutte de classe jette dans le désespoir beaucoup d'éléments qui se tournent alors vers le terrorisme pour "continuer la lutte".

Et c'est le gouvernement du "compromis historique", PCI en tête qui se charge de les utiliser à fond pour organiser et renforcer une police connue à l'époque pour son manque de moyens, profitant de l'expérience de la lutte anti-terroriste de l'Etat allemand et de celle de l'Etat français. Ainsi, en RFA et en Italie, la bourgeoisie n'a eu qu'à se "baisser" pour utiliser les terroristes existant en les poussant aux actions désespérées propres à la petite bourgeoisie.

En France, ce sont les trotskystes et les mao-radicaux, comme la Gauche Prolétarienne et les "Mao-Spontex" qui ont récupéré la plus grande partie des éléments combattifs de l'après 68. Mais le recul de la lutte de classe n'a pas donné naissance à un mouvement terroriste aussi important et aussi violent qu'en RFA et en Italie. Les "Autonomes", après avoir pris le relai du radicalisme de "la rue", après avoir permis la promulgation de quelques mesures "anti-casseurs" de plus, se sont effondrés avec la reprise de la lutte de classe en 1979, et c'est sur la base de quelques éléments désespérés et sourds à la lutte de classe que la bourgeoisie engage sa campagne sur "Action Directe".

En France, la gauche au pouvoir va montrer l'esprit de continuité de la bourgeoisie dans la "lutte anti-terroriste" et surpasse même la droite dans le renforcement policier et le contrôle de la société par l'Etat. C'est dès le début de son septennat que Mitterrand utilise le terrorisme international palestinien et celui d'extrême droite pour augmenter les effectifs de police et renforcer les liens de celle-ci avec le gouvernement -con-

tinuant d'ailleurs jusqu'en 82 à appliquer la loi Peyrefitte et la loi "anti-casseurs" qu'elle dénonçait avec tant de vigueur dans l'opposition. Aujourd'hui, avec l'arrestation de 3 membres d'Action Directe et les "attentats" parallèles à leur procès d'instruction, la farce apparaît clairement. L'amnistie en 1981 d'Action Directe a permis à l'Etat de mettre au "frais" ses membres pour les "réchauffer" le moment voulu. On ressort un fait-divers de 1983 (l'assassinat de 2 gendarmes) qu'on met sur le compte (à tort ou à raison) de quelques paumés "radicaux", le tout assaisonné de quelques "pétards" bruyants, et le tour est joué ! Que ces attentats soient ou non fomentés par l'Etat, ils tombent de toute façon à pic !

La vague de mécontentement qui se fait jour avec la reprise de la lutte de classe et les nécessités d'austérité imposées par la crise dans la proche période vont faire que le gouvernement va devoir utiliser plus ses flics, et qu'il lui en faudra de plus en plus. De même, qu'il lui faudra de plus en plus de lois permettant d'arrêter et d'emprisonner les ouvriers en lutte, et les militants de la classe ouvrière.

C'est le surgissement massif du prolétariat en France en 1968 avec dix millions de grévistes qui explique le peu de développement du terrorisme dans ce pays. Ici, plus qu'ailleurs en Europe, c'est le prolétariat qui est apparu comme la seule force sociale capable de faire reculer l'Etat. C'est pour cela que ce sont les groupes gauchistes qui ont pu récupérer les éléments en révolte d'après 68. Ce n'est pas la bourgeoisie qui élimine le terrorisme, mais la lutte de classe qui montre le véritable chemin de la violence de classe du prolétariat : un rapport de forces de classe face à la bourgeoisie, dans un combat de classe conscient et organisé, et non dans un combat sans issue d'individus désespérés et submergés par l'idéologie bourgeoise.

PPR.

ITALIE: LE SYNDICALISME DE BASE

(Suite de la p. 8)

Il est néanmoins important au-delà du constat d'échec immédiat, de souligner que :

- 1) la récupération du mouvement par la CGIL n'a été possible -et en partie seulement- qu'à la fin des trois mois d'action de mystification des CDF;
- 2) les CDF eux-mêmes ont rencontré des difficultés à contrôler la classe ouvrière. Alors que toutes les prises de position officielles des CDF entraînent dans la logique syndicale, nous savons que, au sein d'une classe ouvrière dans son grand ensemble abusée, existaient des minorités pour se battre clairement contre la rationalité comptable de l'économie nationale et pour une alternative au syndicalisme;
- 3) la transformation des CDF, d'organes syndicalistes d'usine en coordination nationale, traduit bien la tentative bourgeoise d'étouffer dès sa naissance une tendance sans cesse plus prononcée dans le prolétariat à sortir des usines pour rechercher la solidarité dans l'extension de la lutte à d'autres secteurs ouvriers;
- 4) même la manifestation du 24 mars, avec ses 700 000 participants, a montré de la part du prolétariat une disponibilité pour la lutte qu'il sera bien difficile à la bourgeoisie d'annihiler.

Aujourd'hui, une vague de lutte s'est achevée. Temporairement surajugée par les manœuvres de la bourgeoisie, -CDF en tête- la mobilisation de la classe ouvrière est figée, mais sa

combattivité et sa volonté de lutter restent intactes. Cela est si vrai que, après la retombée de la vague générale des manifestations de luttes locales ont continué de se produire, souvent de grande signification, comme dans les Transports à Milan. Ce n'est pas non plus un hasard si le CDF de "l'Italsider" de Naples s'est trouvé récemment contraint de dénoncer l'accord signé entre la FILM (Fédération Unifiée des Métallurgistes) et "l'Intersind" (Confédération Patronale d'Entreprises contrôlées par l'Etat) sur l'ajournement de la mise en route des nouvelles installations; ce n'est pas sans raison que la CGIL doit aujourd'hui proclamer un peu partout des grèves régionales, car la "base ouvrière" reste agitée.

Nous ne pouvons pas faire de pronostics sur la proximité d'une nouvelle vague de lutte massive en Italie. Cependant, les nouvelles mesures d'austérité que le gouvernement est par nécessité obligé d'ajouter aux précédentes d'une part, le cadre international de la reprise des luttes prolétariennes, de l'autre, le flétrissement enfin de l'image de marque des CDF, dont l'on commence déjà à percevoir des signes chez les ouvriers, tout cela autorise à penser que la classe ouvrière, en Italie ou ailleurs, ne demeurera pas longtemps en retrait de l'avant-scène historique. (D'après un texte de Rivoluzione Internazionale, le 2/3/84.)

REUNIONS PUBLIQUES

LYON :
Réunion publique: le vendredi 24 août à 21 heures, à MAJO, 2 impasse Métral, Villeurbanne, métro République.
Permanences : le mardi 17 juillet et le mardi 28 août à 18 heures, même adresse.

Thème de la R.P. : CONTRE L'ATTAQUE DE LA GAUCHE CONTRE L'ENCADREMENT SYNDICAL: UNIFIONS NOS LUTTES

Le thème des R.P. de septembre sera précisé ultérieurement.

MARSEILLE :
Réunion publique : le vendredi 7 septembre à 21 heures, au 205 rue Sainte Cécile, 13 005 Marseille.

NANTES :
Réunion publique: le samedi 8 septembre à 17 heures au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.
Permanences : le vendredi 10 août à 20h. 30, à la même adresse.
Contact diffusion : le 2ème samedi du mois de 10h. 30 à 11h. 30, au marché de la Petite Hollande.

PARIS :
Pas de réunion publique au mois d'août.
Permanences : le samedi 4 août et le samedi 18 août, à 16 heures, au Café "La Bonne Bière" (angle de la rue de la Fontaine au Roi et du Fbg. du Temple), Paris 10ème, métro République.

TOULOUSE :
Réunion publique: le vendredi 31 août à 21 heures, Cité universitaire de l'Arсенal, Bât. C.
Permanences : tous les vendredis à 18 h. 30, au bar "Le Colbert", av. Saint Eupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).
Contact diffusion : les 2ème et 4ème dimanche du mois de 11 heures à 12h. 30 au marché aux légumes (Place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois de 11 heures à 13 h. 30 au marché aux puces (Saint Sernin).

PUBLICATIONS DU CCI

(ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13, BRUXELLES 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, BOX 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KOLN 41 RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5F + 3F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4F + 3F pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4F + 3F pour frais d'envoi) 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4F + 3F)
- La décadence du capitalisme (10F + 6F)
- Le Trotskysme (6F + 3F) Recueil d'articles (épuisé)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) 4F
- L'Etat dans la période de transition (12F + 6F)
- Plate-forme et Manifeste du CCI (4F + 3F)
- La Gauche Communiste d'Italie (30F + 12F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE
ETRANGER PAR AVION
110F 120F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :
ETRANGER PAR AVION
65 F 80F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :
ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
120F 120F 150F
ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
70F 80F 100F

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI : CCP 202 3302 X PARIS.

REVUE INTERNATIONALE N. 38

- QUELLES PERSPECTIVES POUR LES GREVES ACTUELLES
- LA CRISE EN EUROPE DE L'OUEST
- CRISE ET LUTTE DE CLASSE EN BELGIQUE - HOLLANDE
- LES CONDITIONS DE SURGISEMENT DU PARTI
- LE COMMUNISTENBOND SPARTACUS ET LE COURANT CONSEILLISTE (1942 - 1948)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu Paris 20ème
Directeur de publication : D. Van Celst
N° de commission Paritaire : 54267

LE SYNDICALISME DE BASE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

L'article qu'on va lire ci-après est écrit d'après un communiqué de notre section en Italie, "Rivoluzione Internazionale". Il fait suite à la publication dans RI n°119 (1) du tract par lequel nos camarades intervenaient dans la vague de luttes qui a secoué l'Italie entière de janvier à mars 1984. Cette poussée de luttes, enchevêtrant sur les mouvements ouvriers qui s'étaient déjà produits en janvier 83, a pour origine objective la nouvelle attaque que le gouvernement porte contre l'échelle mobile. Dans cette répétition des mêmes causes et des mêmes effets, deux choses se démontrent. La première, c'est l'impérieuse nécessité pour la bourgeoisie de pousser coûte que coûte son attaque austéritaire contre la classe ouvrière. La seconde, c'est la manifestation de la capacité du prolétariat à riposter à cette détermination capitaliste. Par sa mobilisation constante, le prolétariat d'Italie est bien, en 1984, une vivante confirmation de la reprise générale de la lutte ouvrière dans le monde, et principalement en Europe.

Le communiqué de nos camarades en Italie s'attache naturellement à tirer les leçons de la dernière vague de luttes. Centrés sur l'expérience en Italie, les enseignements que nos camarades dégagent n'en ont pas moins valeur générale pour l'ensemble du prolétariat en Europe. D'après la description et l'analyse que Rivoluzione Internazionale fait de l'expérience ouvrière de janvier à mars 84, il est aisé de reconnaître en Italie les mêmes caractéristiques et la même problématique de la lutte ouvrière qui partout, en RFA, en Grande-Bretagne, en France, en Espagne s'appliquent au prolétariat, de façon de plus en plus simultanée. Le texte de nos camarades est cependant très intéressant en ce que, s'appuyant sur le cas de l'Italie, il met particulièrement bien en lumière le travail d'opposition de la

gauche à la classe ouvrière, et notamment du PC de feu M. Berlinguer. Ce texte, en outre, offre l'avantage d'apporter une illustration concrète, factuelle, de ce qu'est, à l'oeuvre, le syndicalisme de base, c'est à dire l'arme syndicaliste de la bourgeoisie adaptée à une situation de montée continue de la lutte ouvrière, incontrôlable par le seul moyen du syndicalisme usuel. Les Conseils d'usine, qui forment la substance centrale des propos de nos camarades, sont ce syndicalisme de base. Les Conseils d'usine, structure syndicale créée en Italie à l'époque de ce qu'on appelle le "mai rampant" (1969) avaient été, à l'époque, une des formes majeures de la riposte que la bourgeoisie avait su trouver contre la reprise historique de la lutte de classe à la fin des années 60.

A l'heure où prolétariat et bourgeoisie, en Italie comme ailleurs, marchent maintenant aux devants d'une empoignade décisive, il n'est pas étonnant de voir la classe capitaliste promouvoir et placer aux premiers postes de son dispositif anti-ouvrier, les Conseils d'usine et tous les avatars du syndicalisme de base. C'est pourquoi nos camarades d'Italie ont tout à fait raison de prononcer une dénonciation catégorique des Conseils d'usine. Cette dénonciation a valeur générale, car il est évident que la bourgeoisie, ailleurs qu'en Italie, s'inspire du même exemple de syndicalisme de base. En France, par exemple, les fameuses "Lois Auroux" sur l'extension du droit des travailleurs dans les entreprises, ne prévoient-elles pas la mise en place de "conseils d'ateliers", dont l'essence foncière est identique à celle des "Conseils d'usine" en Italie, ou à celle des "Shops Steward" en Angleterre ?

(1) Voir aussi l'article dans RI n°106.

■ Une nouvelle vague puissante de grèves vient de se conclure en Italie. Le fameux 24 mars -jour de la Marche sur Rome de 700 000 travailleurs- est déjà loin. Le "décret-bis" du gouvernement sur le "ralentissement" de l'échelle mobile a été approuvé... toute chose redevient comme avant, ou presque. Comment est-il possible qu'un mouvement qui a secoué l'Italie durant trois mois, à peu de choses près, en soit venu à s'épuiser juste au moment où, de toute apparence, il manifestait sa force la plus grande ?

Histoire d'une vague de luttes

La chronique de ces mois est bien connue. Tandis que le trio syndical (CGIL-CISL-UIL) discute avec le gouvernement sur la manière de limiter l'indexation des salaires sur la hausse des prix ("l'échelle mobile"), 300 Conseils de Fabriques (CDF), réunis le 6 février en Assemblée à Milan, font un communiqué dans lequel ils donnent à entendre qu'ils ne sont pas d'accord et avertissent qu'aucune négociation ne peut être entreprise sans le consentement des ouvriers. Le message est extrêmement clair : les Conseils de Fabrique (ou d'Usine, NDR), ramification la plus avancée de la structure syndicale dans les usines- et pour cela même particulièrement sensibilisée aux humeurs de la classe ouvrière - les CDF, donc, informent - ce qui est une de leurs fonctions - le reste de la bourgeoisie de ce que les ouvriers ne sont pas disposés à "encaisser" de nouvelles réductions de salaires sans réagir. Le souvenir des journées de grève de janvier 83 est encore présent. Mais cette fois-ci, la bourgeoisie s'est mieux préparée et accuse réception du signal des Conseils d'Usine. Avant que le prolétariat ne se mette en mouvement, elle en prévient les gestes dans la tentative de contrôler un fleuve qu'elle ne peut arrêter. D'emblée, elle joue avec trois atouts : 1° : CISL-UIL (les syndicats démocrate-chrétien et "socialiste"), 2° : CGIL (la centrale "communiste"), et 3° : les CDF. Les manœuvres se succèdent avec un habile enchaînement :

la CGIL se retire des négociations; le gouvernement Craxi promulgue le décret de "ralentissement" de l'échelle mobile avec accord de la CISL et de l'UIL; les Conseils d'Usine entrent en branle. C'est alors un "boom" des délégués d'usine, des coordinations de base, de la "démocratie ouvrière" contre "la bureaucratie des syndicats". C'est le temps des "auto-convocations" et des grèves régionales lancées à l'initiative exclusive des CDF, avec une participation ouvrière qui dépasse de beaucoup celle des précédentes manifestations syndicales organisées par les directions CGIL-CISL-UIL. L'atmosphère qui règne dans les assemblées des délégués d'usine est significative : il y a une euphorie complètement inhabituelle parce que la parole est enfin "libre", sans contrôle des "scandales" syndicaux. La critique des centrales -y compris la CGIL- est tolérée, qui n'épargne pas même les invectives. Chaque ouvrier peut, pour l'heure, dire son mot.

Les Conseils de Fabrique arme de la bourgeoisie

Mais, qui a cru voir dans les "auto-convocations" un processus ouvrier d'émancipation vis à vis des syndicats celui-là s'est trompé, et bien leur ré ! Les différentes assemblées de CDF n'ont à aucun moment mis en discussion le rôle et la fonction des syndicats en tant que tels. Qu'on en juge par cette résolution adoptée à l'unanimité par l'assemblée nationale "auto-convocquée" des CDF le 6.3.84, à Milan, disant par exemple : "Les travailleurs, les conseils unitaires, dans le mouvement de ces jours-ci demandent un renouvellement profond du syndicat et de ses règles de fonctionnement. Il n'existe ici aucune volonté de se substituer ou de s'opposer au syndicat, dans son ensemble ou à certaines de ses parties (...). Les initiatives de luttes prévues doivent trouver un écho dans la discussion parlementaire." Les assemblées "auto-convocquées" ne se sont jamais départies de l'optique -naturellement syndicale- de prendre en considération les problèmes du patronat et de l'Etat. "(...) refus du

chomage technique" préconisait la même assemblée de Milan déjà citée, "dans tous les cas où il est possible de trouver des solutions (...) en réalisant les modifications législatives qui en découlent (...). Imposer une politique fiscale qui frappe la rente spéculative et les gros patrimoines pour ramasser des ressources destinées à créer des emplois".

Ce "lâcher" de brides joué par les CDF à la barbe des ouvriers, a permis que pour tout un temps ceux-ci déchargent leur combativité. Avec le mot d'ordre de "reconstruction du syndicalisme sur la base des conseils", ces derniers ont favorisé la réincorporation de la CGIL dans le mouvement. La centrale "communiste" a assimilé les revendications du mouvement des Conseils de délégués et s'est aussi approprié l'initiative de la convocation de la manifestation du 24 mars. Abusée par la radicalisation de la CGIL, déboussolée par le retrait du premier décret Craxi, la classe ouvrière, au surplus épuisée par trois mois d'agitation, baisse sa garde. Le "décret-bis" -le premier décret, en fait, réaménagé- a dès lors la voie ouverte pour être approuvé dans une atmosphère de reflux, tandis que le PCI et la CGIL passent de l'opposition "dure" à la tactique de l'amendement du décret.

C'est ainsi que se conclut une phase de luttes qui a vu la bourgeoisie mener à son terme un plan bien préparé et mis en oeuvre. Mais s'arrêter sur ce constat serait erroné ! Il faut avant tout se rappeler que si la bourgeoisie a joué la carte de la rupture entre les syndicats, d'abord, des CDF ensuite, ce fut sous la contrainte et parce que les syndicats ont sensiblement perdu de leur emprise sur les ouvriers. La contradiction qu'il y a entre la nécessité de prendre des mesures anti-ouvrières et celle de maintenir une crédibilité face aux prolétaires contraindra toujours d'avantage les syndicats à utiliser les oppositions inter "centrales" et -et avant tout- le syndicalisme de base. C'est ainsi que, au lendemain du 24 mars, la coordination des délégués de base a survécu à la lutte, alimentant l'illusion que demeurait toujours, à toute

adversité, une âme syndicaliste soucieuse des intérêts ouvriers. Ce sera cette coordination, ce seront ces CDF qui, dans la prochaine vague de luttes, revendiqueront la direction du mouvement et cautionneront les syndicats. Il est donc d'autant plus important de dénoncer dès aujourd'hui leur rôle anti-prolétarien et de ne pas entretenir chez les ouvriers des illusions sur la possibilité de pouvoir utiliser de supposées contradictions internes qui existeraient dans les CDF- comme le font la plupart des groupes du milieu révolutionnaire. Au point où nous en sommes, peut-on du moins conclure que la bourgeoisie a gagné des points contre le prolétariat ? Pour répondre de façon appropriée à cette interrogation il convient d'examiner comment la classe ouvrière a vécu ces mois de lutte.

La combativité ouvrière n'est pas défaite

Longtemps encore nous aurons à dire que les ouvriers, tout désabusés qu'ils soient à l'encontre des bureaucrates syndicaux, ne sont toujours pas assez conscients de la nécessité de prendre en leurs mains propres l'initiative de la lutte, et démontreront une grande candeur devant qui fait le "dur", le "combatif". Dans cette phase, le syndicalisme de base a une énorme place et il constitue, comme nous venons de le voir, la carte qu'est nécessairement amenée à jouer la bourgeoisie. Toutefois, les CDF, ou autres coordinations "de base", ne peuvent pas aller plus au delà que d'assumer un langage "dur". Leur fonction est celle de détourner les ouvriers de leurs objectifs, de les diviser, d'épuiser leurs luttes, et en aucune façon de faire obtenir aux ouvriers ce que les directions syndicales elles-mêmes ne pensent pas leur donner. En Italie, la classe ouvrière a dernièrement expérimenté le fait que, en fin de compte de Conseils d'Usine, elle s'est retrouvée chevauchée par la CGIL, le cul par terre tandis que le "décret-bis" de Craxi lui passait sur le corps.

(suite page 7)

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nation-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.